

rapport d'activité 2018

SOMMAIRE (cliquez sur les n° de pages)

> Le mot de la direction p.3



Infrastructures
de transport
et mobilité

p.4



Cohésion des
territoires

Aménagement
durable

p.10



Prévention
des risques
anthropiques

p.14



Service
pilotage

p.24



Transition
énergétique
Qualité de l'air

p.6



Évaluation
environnementale

p.20



Eau
Biodiversité
et paysages

p.12

ASTREINTES



Gestion
de crises

p.21



Connaissance
et développement
durable

p.18



Prévention
des risques naturels
et hydrauliques

p.16



Habitat
Construction
durable

p.8



Secrétariat
général

p.22

SOMMAIRE

Sommaire	2
Le mot de la Direction	3
Infrastructures de transport et mobilité	4
Transition énergétique - Qualité de l'air	6
Habitat - Construction Durable	8
Cohésion des territoires - Aménagement durable	10
Eau - Biodiversité et paysages	12
Prévention des Risques Anthropiques	14
Prévention des Risques Naturels et Hydrauliques	16
Connaissance et Développement durable	18
Évaluation environnementale	20
Gestion de Crises	21
Organisation, vie du service	
Secrétariat général	22
Service Pilotage	24
Organigramme	26
Glossaire	28
Publications 2018	30

LE MOT DE LA DIRECTION

Comme chaque année, ce rapport présente un panorama des principales réalisations de la DREAL Grand Est en 2018 et trace les principales perspectives pour l'année 2019.

L'année 2018 a été marquée par l'implication active dans de grands projets territoriaux (Fessenheim, Cigéo, Pacte Ardennes...) afin d'accompagner la transition de ces territoires. C'est un mode d'intervention nouveau de l'État, auquel la DREAL contribue pleinement, sous l'autorité des préfets.

Cette approche ne se limite pas à ces dossiers emblématiques, et il convient de mentionner également l'organisation d'ateliers des territoires, l'appui à l'élaboration des plans climat air énergie territoriaux, la contribution au dispositif action cœur de ville ou l'accompagnement des collectivités dans l'exercice et l'évolution de leurs compétences. Il s'agit, dans tous les cas, d'aider à l'émergence de stratégies territoriales pour répondre aux défis posés par la transition écologique et la cohésion des territoires (mobilité, lutte contre la précarité énergétique, baisse des émissions de gaz à effet de serre, préservation de la biodiversité, meilleure résilience face aux risques, thématique santé environnement...).

De nombreuses autres actions sont présentées dans le rapport, pour les activités régaliennes (inspection des installations classées, régulation des activités de transport, prévision des crues et inspection des ouvrages hydrauliques, gestion de la nature et des paysages...), la maîtrise d'ouvrage routière, les actions transfrontalières, la contribution à l'élaboration de documents de planification, la mise à disposition de données.

Enfin, au-delà de la gestion de ses 826 agents, la DREAL a assuré l'organisation des élections professionnelles et la préparation de la mise en place du système de gestion des ressources humaines RenoIRH.

Les perspectives pour l'année 2019 sont riches et ambitieuses, avec, pour nous, une vigilance particulière sur les améliorations qu'apportent nos actions au quotidien de nos concitoyens.

Nous tenons à remercier l'ensemble des agents de la DREAL pour leur implication et leur professionnalisme et nous vous souhaitons une bonne lecture.



L'Équipe de direction

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET MOBILITÉ



La DREAL est chargée de décliner les grandes orientations de la politique nationale pour garantir des déplacements sûrs et aisés des personnes et des biens, au service du développement équilibré du territoire et dans le respect de l'environnement.

BILAN 2018

Commencement des travaux de l'autoroute de contournement ouest de Strasbourg (ACOS)

Après les travaux préparatoires en 2017 (diagnostic archéologique et déplacement de réseaux) le démarrage effectif des travaux était conditionné à l'obtention de l'autorisation environnementale. Les travaux du concessionnaire de l'État ont démarré à l'automne 2018 après la signature fin août de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Il s'agissait des pistes d'accès au chantier et des terrassements dans le secteur de la tranchée couverte de Vendenheim.

Aujourd'hui, 2 viaducs sont en chantier ainsi que 15 autres ouvrages d'art courants. Le chantier se poursuit et la mise en service est prévue à ce jour fin 2021.

Lancement de la concertation de l'autoroute A31Bis



Réunion publique A31 bis Champigneulle

Suite au débat public mené en 2015, l'État a approfondi le projet en associant étroitement les acteurs du territoire au travers de 6 réunions de comité de pilotage, de 11 réunions des comités de secteurs et de 3 réunions de l'observatoire des trafics.

Les variantes étudiées par la DREAL Grand Est et les partis d'aménagement proposés ont été présentées au grand public lors d'une vaste concertation qui a été lancée le 13 novembre 2018.

La concertation publique, conduite par l'État sous l'égide d'un garant désigné par la CNDP, a pour objet l'information et le recueil de l'avis du public.

Plusieurs rendez-vous spécifiques ont été organisés :

- 1 réunion publique de lancement,
- 5 rencontres de proximité,
- 1 marche exploratoire,
- 5 réunions thématiques (Florange, Thionville, Nancy, Toul, Dieulouard).

Rencontres régionales du transport routier

3 réunions sur le transport routier de marchandises ont été organisées sous l'égide de l'Observatoire Régional des Transports et de la Logistique du Grand Est (ORT&L).

Les représentants des organisations professionnelles ont ainsi pu prendre connaissance du bilan de l'activité 2018 du registre des transports et des contrôles réalisés par les contrôleurs des transports terrestres ainsi que des mesures mises en place pour lutter contre les fraudes.

Plusieurs autres sujets ont été présentés tels que les prévisions de travaux sur le réseau routier national. Ces premières rencontres ont permis des échanges privilégiés et fructueux avec la profession.

Contrôles renforcés des centres de contrôle technique « véhicules »

La surveillance des centres et des contrôleurs techniques, exercée par la DREAL, contribue à assurer la sécurité des utilisateurs des véhicules (véhicules légers et poids lourds) et des usagers de la route. Suite à l'évolution réglementaire du contrôle technique en 2018, la DREAL Grand Est a multiplié les contrôles en région et a réalisé 550 actions de surveillance.

150 procédures de sanctions administratives ont été engagées suite à la mise en exergue de manquements graves et 80 ont d'ores et déjà abouti.

Cette surveillance renforcée perdurera en 2019.



Opération de contrôle sur un véhicule convoi exceptionnel

Infrastructures ferroviaires

Les travaux d'une 4ème voie entre Strasbourg et Vendenheim ont été lancés. En croissance constante, le trafic ferroviaire au nord de Strasbourg a entraîné une saturation de ce tronçon.

Le projet permettra d'augmenter la capacité de la ligne et de fluidifier ce secteur.

Le projet de 8 km de voie électrifiée et circulaire dans les deux sens comprend 6 km de voie nouvelle et 2 km de voie rénovée. Les travaux de requalification de la ligne Charleville-Givet se sont poursuivis.

CHIFFRES CLÉS

- Le montant total des paiements effectués sur le BOP Transports représente **114 M€ dont 85 M€ pour les infrastructures routières et 25 M€ pour les infrastructures ferroviaires.**
- **2 600 PV de réception pour l'homologation des véhicules et plus de 550 visites de surveillance des centres de contrôle technique.**
- **Plus de 10 000 véhicules et conducteurs contrôlés en bord de route et 850 procès verbaux dressés.**
- **Plus de 4 700 entreprises de transport routier inscrites aux registres en Grand Est représentant environ 54 000 véhicules de transport de marchandises et de voyageurs.**



Réunion publique A31 bis - Kanfen (57)

RN4 - Photos DREAL Grand Est

PERSPECTIVES 2019

La DREAL assure la maîtrise d'ouvrage des opérations d'aménagement du réseau routier qui sont inscrites au Contrat Plan État-Région (CPER).

Rocade Sud de Strasbourg



Rocade Sud de Strasbourg

Les travaux de la Rocade Sud de Strasbourg se poursuivent par la réalisation de la section courante entre les échangeurs avec la RN83 et avec l'A35, en vue d'une mise en service en 2020.

Mise à 2x2 voies de la RN4



RN4

La mise à 2x2 voies de la RN4 entre Saint-Georges et Héming (57) se poursuit avec la construction de la voie dans le sens ouest-est. La réalisation de la voie rapide VR52 se poursuit avec l'achèvement de la trémie de Marange-Silvange et le lancement des autres lots de travaux.

Déviations de Châtenois

Les travaux de la déviation de Châtenois (67) par la RN59, comme ceux de l'aménagement multimodal A351/RN4 à l'ouest de Strasbourg, devraient démarrer à l'été 2019 à l'issue des procédures réglementaires environnementales.



Déviations de Châtenois - Travaux giratoire de Danielsrain

FOCUS



Inauguration A304

Inauguration de l'A304 le 20 juillet 2018.

A l'issue d'un chantier de six années et d'un montant de 483 M€, Élisabeth Borne, Ministre des Transports, a inauguré le 20 juillet 2018 le chantier A304 - prolongement de l'A34 vers la Belgique, en présence des co-financeurs et de nombreux invités.

Cette autoroute non concédée, de 31 km à 2x2 voies, réalisée sous maîtrise d'ouvrage de la DREAL, répond à un fort enjeu de désenclavement du Nord des Ardennes, de développement économique et revêt également une grande importance pour favoriser les échanges avec les zones frontalières.

Consultation citoyenne européenne relative aux mobilités transfrontalières à l'horizon 2030.

Cette consultation organisée par le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire s'est tenue le 19 octobre 2018 à Metz. La DREAL et la Préfecture de la Moselle ont permis l'expression des participants sous forme d'ateliers autour des principaux défis pour les mobilités transfrontalières d'ici 2030 et des axes de progrès.

Il a notamment été relevé l'enjeu de gommer l'effet frontière en termes d'offre ferroviaire avec le Luxembourg et de développer des services de bus transfrontaliers sur l'A31 élargie.

Cette soirée aux débats riches et constructifs était marquée par la présence de la Ministre des Transports, Élisabeth Borne.



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE QUALITÉ DE L'AIR



La DREAL est chargée de décliner sur le territoire de la région Grand Est les politiques publiques de transition énergétique, de qualité de l'air, d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

BILAN 2018

Ateliers Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux

Les PCAET constituent les plans d'action des collectivités pour engager leur territoire sur la voie de la reconquête de la qualité de l'air et adaptation au changement climatique.

La DREAL et les DDT ont organisé en 2018 un événement régional « Des PCAET à Venir » pour partager les retours d'expériences, enrichir les connaissances et approfondir deux thématiques techniques qui a réuni près de 100 participants :

- À Vieux Thann (68), la journée a été orientée sur la question « Quelles actions concrètes et opérationnelles dans le domaine agricole dans son PCAET ? ». La Chambre d'agriculture d'Alsace a présenté l'étude « Climalait et effets du changement climatique sur le blé ».
- À Épernay (51), la question « Comment mobiliser les secteurs économiques de son territoire et devenir coordinateur de la transition énergétique ? » a permis aux participants d'échanger lors d'un marché des initiatives autour de projets remarquables menés par des collectivités en lien avec le monde économique.

Feuilles de route qualité de l'air

Afin de renforcer les moyens mobilisés en faveur de la qualité de l'air et obtenir des résultats rapide, le ministre a demandé aux Préfets d'élaborer, avant le 31 mars 2018, pour les agglomérations de Strasbourg et Reims, des feuilles de route opérationnelles et multi-partenariales en complément des plans de protection de l'atmosphère (PPA).

Ces travaux menés fin 2017/début 2018 ont conduit à l'élaboration concertée et participative de plans d'actions mobilisateurs.

La liste des acteurs jusque là impliqués dans le PPA a été élargie pour multiplier les actions à proposer et permettre une meilleure appropriation du sujet et des enjeux par les acteurs économiques et associatifs notamment.



Premières assises régionales de l'Air dans le Grand Est

Cet événement organisé par Atmo Grand Est, en partenariat avec la Région Grand Est et la Préfecture de Région, a été l'occasion de partager le matin les différentes expériences et de croiser les regards des acteurs du territoire sur la transversalité air, climat, énergie et santé.

L'après midi a fait place à des échanges plus informels avec les participants autour de stands tenus par la DREAL et les partenaires d'Atmo Grand Est.



Stand assise de l'air - Nancy

Animation sur les énergies renouvelables

La DREAL a organisé à Metz les conférences régionales de la méthanisation le 2 juillet 2018 et du photovoltaïque le 21 septembre 2018.

La DREAL et la Région Grand Est ont aussi organisé la première édition des Assises Régionales des Énergies Renouvelables, le 11 décembre 2018, à la Maison Régionale des Sports à Tomblaine (Meurthe-et-Moselle).

Ces journées ont été l'occasion de dresser le bilan des filières et les stratégies nationales et régionales, ainsi que de partager des retours d'expérience.

Projet de territoire pour Fessenheim

Une conférence photovoltaïque a eu lieu à Colmar le 13 juin 2018 pour présenter aux acteurs et porteurs de projets le projet d'appel d'offre photovoltaïque spécifique au territoire.

Le 3 octobre 2018, la DREAL a organisé une réunion d'informations et de retours d'expérience sur la méthanisation à l'échelle du Haut-Rhin. Cet événement a permis de réunir à Colmar près de 80 personnes : porteurs de projets, exploitants de méthaniseurs en service, représentants du monde agricole, professionnels (bureaux d'études, constructeurs, banquiers, assureurs...), gestionnaires de réseaux et institutionnels.

2^e panorama des énergies renouvelables dans le Grand Est

Pour la première fois édité sous le format et l'égide de l'Observatoire Climat Air Énergie du Grand Est, le panorama des énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) dans le Grand Est fait le bilan de l'année 2017.

Le panorama retrace la très bonne dynamique de développement des énergies renouvelables et de récupération de la région Grand Est en 2017, notamment en termes de puissance installée et d'autorisations accordées. L'observatoire a été mis en place conjointement par la Région, l'ADEME et l'État, en partenariat avec ATMO Grand Est.

Retrouvez le 2^{ème} panorama sur le site Internet de la DREAL Grand Est.

CHIFFRES CLÉS

- **Les Plans Climat-Air-Energie Territoriaux (PCAET) en Grand Est :**
7 obligés / 1 approuvé / 59 en cours dont 10 volontaires. 49 ont été destinataires des informations utiles de l'État et de la Région pour leur élaboration.
- **Les actions Territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV) en Grand Est :**
1226 actions pour 67 M€ conventionnés / 262 actions achevées / 15,5 M € payés aux porteurs.
- **21,5 % d'énergies renouvelables dans la consommation.**
- **40 000 GWh produits en 2018 à partir d'énergies renouvelables.**
- **3^{ème} parc d'installations de production d'électricité renouvelable le plus important de France permettant de couvrir 33 % de la consommation électrique régionale.**

PERSPECTIVES 2019

Concertation Régionale Energie Atmosphère Grand Est

En lien avec le SRADDET, la CREAGE a identifié la nécessité de communiquer sur les financements mobilisables pour les différents porteurs de projets. Il s'agira de montrer que la transition énergétique est possible et de faire émerger de nouveaux porteurs de projets (collectivités ou entreprises) en mettant en avant les différents financements possibles.

Stratégie Nationale Bas-Carbone et Plan National d'Adaptation au Changement Climatique

Cette stratégie et ce plan feront l'objet d'une information large des acteurs régionaux et en particulier des Territoires PCAET afin que les enjeux à venir soient pris en compte.

Élaboration du Schéma Régional Biomasse (SRB)

Prévu par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte et piloté par l'État et le Conseil Régional, le SRB doit définir des objectifs de développement de l'énergie renouvelable issue de la biomasse. Les travaux d'élaboration du SRB, officiellement lancés le 7 février 2019, permettront de définir des actions qui mobiliseront, pour des besoins énergétiques, une biomasse disponible mais inutilisée et de veiller à une bonne articulation de ses différents usages (agricoles, issus de l'élevage, forestiers ou certains déchets).

Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables (S3REnR)

Ce schéma, élaboré par RTE réunit l'ensemble des parties prenantes dont l'État et la Région. Prévu par la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, les S3REnR doivent permettre d'anticiper et d'organiser au mieux le développement et le raccordement des énergies renouvelables. La révision du schéma à l'échelle du Grand Est a été lancée en décembre 2018.

FOCUS

Circulation différenciée sur l'Eurométropole de Strasbourg (EMS)

La circulation différenciée sur l'EMS est une mesure d'urgence qui a été déclenchée les 6 et 7 août 2018 par le préfet du Bas-Rhin, en réponse à l'épisode de pollution de l'air à l'ozone qui a touché la région, afin d'atténuer son intensité et de limiter les effets sur la santé des habitants.

La mesure vise à interdire la circulation des véhicules à moteur les plus polluants : seuls les véhicules équipés des vignettes CRIT'AIR «0» (électriques), 1, 2 et 3 ont été autorisés à circuler sur les 33 communes de l'EMS.

La mise en œuvre de la mesure, bien préparée par la DREAL et le service de la préfecture chargé de coordonner tous les acteurs, s'est déroulée comme prévu :

- la veille, diffusion d'un communiqué de presse par la préfecture,
- relais vers les acteurs économiques via les chambres professionnelles, activation de panneaux à messages variables (DIR-EST, CD67, EMS...),
- diffusion de l'information aux habitants abonnés au service d'alerte de l'EMS (SMS, mail...).

Des contrôles pédagogiques ont été réalisés à plusieurs endroits par les forces de l'ordre (CRS, police nationale, municipale, gendarmerie) dans la zone d'application de la circulation différenciée.

Cet épisode a donné lieu à un retour d'expérience. Tous les 6 mois, le groupe de travail des experts est appelé à se revoir pour évaluer le dispositif et proposer des améliorations. La prochaine étape sera de préparer le renforcement de la mesure : au 1er octobre 2019, les CRIT'AIR 3 seront interdits.

Strasbourg - Circulation différenciée



HABITAT CONSTRUCTION DURABLE



La DREAL anime une politique régionale de l'habitat en faveur du développement d'une offre adaptée aux besoins en logement et en hébergement, et d'une amélioration du parc existant. Elle est chargée de la promotion des politiques de construction et bâtiments durables.

BILAN 2018

Première réunion plénière Cercle Bâti ancien



Réunion Cercle Bâti - Ecurey (Meuse) - 27 juin 2018

Initié par la DREAL, le Cercle Bâti ancien porte le sujet de la rénovation du bâti antérieur à 1948 au sein des politiques publiques de la Transition Énergétique, en partageant les connaissances, en construisant des réflexions à une échelle régionale et en produisant des propositions d'actions.

Les membres du cercle, issus aussi bien de la sphère publique que de la sphère privée, se sont retrouvés le 27 juin 2018 pour une première réunion plénière à Ecurey Pôles d'Avenir (Meuse). La journée a permis une réflexion collective sur le portage de la rénovation du bâti ancien auprès des collectivités territoriales et sur l'appui à apporter aux plateformes locales de la rénovation énergétique.

La formation des professionnels a été aussi au cœur des échanges avec la visite du plateau de formation Praxibat d'Ecurey Pôles d'Avenir.

Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement



Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement

Une année 2018 active pour le CRHH Grand Est et ses partenaires. Une réelle dynamique collective a été impulsée pour construire ensemble une vision partagée des grands enjeux qui caractérisent nos territoires.

Les acteurs régionaux de l'habitat et de l'hébergement se sont régulièrement et fortement mobilisés.

Ce sont autant d'occasions qui leur ont permis d'échanger et de débattre autour de nombreux et divers sujets, révélant ainsi les enjeux variés de la région tant par les thématiques abordées que par les territoires concernés.

Boîte à outils vieillissement

Cette boîte à outils vieillissement est destinée à accompagner les territoires dans la prise en compte de cet enjeu majeur au sein de leurs politiques de l'habitat et de leurs projets de territoire. Son objectif est d'aider à intégrer le vieillissement comme un axe transversal des politiques publiques et proposer aux décideurs un éclairage, une méthode et des outils pour agir.

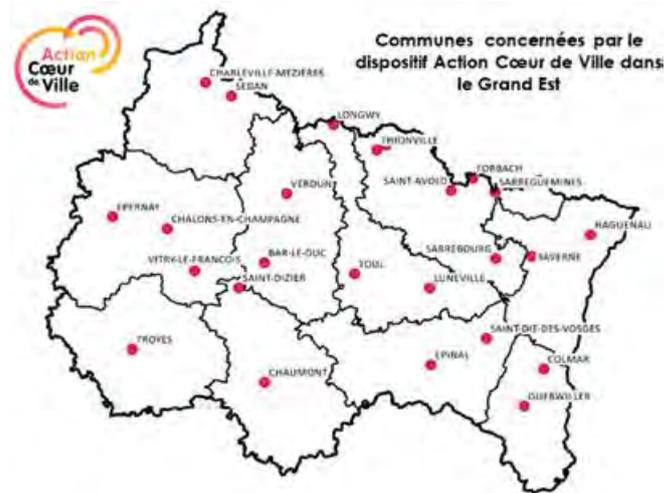
Informations utiles et retours d'expériences sont accessibles pour prendre conscience des évolutions sociétales liées au vieillissement de la population.

« Action Cœur de Ville »

« Action Cœur de ville » est un programme piloté par le ministre en charge de la cohésion des territoires en vue d'accompagner les collectivités territoriales dans la mise en œuvre d'un projet de territoire global.

Il vise à améliorer les conditions de vie des habitants des villes moyennes et à conforter leur rôle structurant de moteur de développement en incitant les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes.

Dans le Grand Est, 24 villes sélectionnées par le comité national de pilotage ont signé à l'automne 2018 une convention cadre pluriannuelle et se sont engagées dans la phase d'initialisation de la convention.



CHIFFRES CLÉS

- **5 773 logements sociaux financés** (dont 1 689 Prêts Locatifs Aïdés d'Intégration (PLAI), 2 778 Prêts Locatifs à Usages Sociaux (PLUS) et 1 306 Prêts Locatifs Sociaux (PLS)).
- **9 128 logements privés rénovés** (Agence Nationale de l'Habitat) dont 6 800 primes Habiter Mieux.
- **599 copropriétés dégradées et 855 copropriétés fragiles.**
- **5 785 entreprises Reconnues Garant de l'Environnement (RGE)** au 01/01/2019, dans le Grand est.



Coeur d'îlot ouvert - Photo DREAL Grand Est

PERSPECTIVES 2019

Observatoire régional de la précarité énergétique

La valorisation /consolidation de l'observation sont nécessaires comme levier permettant l'adaptation des politiques de l'habitat aux ressources, aux réalités et aux projets des territoires, et ce pour le logement adapté aux besoins de chacun.

Ainsi, le projet d'observatoire régional de l'habitat et de l'hébergement se consolidera autour du panorama actualisé, première pierre à cet axe de travail en 2019. Un observatoire de la précarité énergétique sera également mis en place pour une meilleure appréhension de cet enjeu majeur dans le Grand Est et des dispositifs de lutte existants.

Réseau des acteurs « bâtiment/santé »

Le réseau des acteurs « bâtiment/santé » de la région a été mis en place en 2018, afin de garantir la santé environnementale dans la construction/rénovation.

En 2019, ce réseau a pour objectif l'élaboration d'une boîte à outils pour les DDT.

Premier territoire d'expérimentation du Programme Local de l'habitat

L'observation permet d'adapter les politiques de l'habitat aux ressources, aux réalités et aux projets des territoires, pour un logement correspondant aux besoins de chacun.

Le projet d'observatoire régional de l'habitat et de l'hébergement se consolidera autour du panorama actualisé, première pierre à cet axe de travail en 2019.

Un observatoire de la précarité énergétique sera également mis en place pour une meilleure appréhension de cet enjeu majeur dans le Grand Est.

La prise en compte du vieillissement dans les politiques de l'habitat sera poursuivie par le déploiement de la boîte à outils dématérialisée, actuellement en phase test sur des territoires pilotes.

Ce projet poursuit l'objectif ambitieux de répondre aux besoins des personnes âgées à travers l'articulation de plusieurs politiques publiques : prévention, médico-social, habitat, aménagement.

Le plan initiative copropriétés, construit autour d'une liste régionale validée en bureau du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) de novembre 2018, confie aux collectivités la charge de définir des stratégies de redressement adaptées. La coordination est assurée par un comité partenarial régional. Une journée de rencontre régionale sera organisée en 2019.

La lutte contre l'habitat indigne s'attachera à renforcer la coordination de l'action administrative et judiciaire. Des plans départementaux pluriannuels seront mis en place pour accélérer la prise en compte de cette réalité.

L'habitat des jeunes, qu'ils soient étudiants, actifs ou en difficulté fera l'objet d'une démarche globale et partenariale afin de garantir à ce public particulièrement vulnérable une solution de logement et d'accompagnement adaptée.

Cette démarche viendra s'articuler avec les actions du plan 60 000 logements étudiants qui permettra de développer une offre de logement à destination des nombreux étudiants de la région Grand Est.

FOCUS

Journée technique entre territoires lauréats de l'Appel à Manifestation d'Intérêt

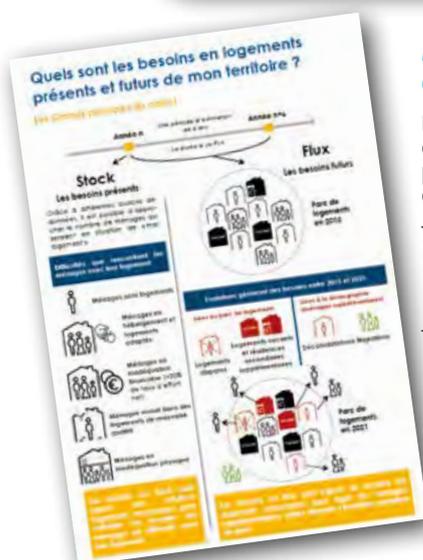
Une journée technique entre territoires lauréats de l'AMI « revitalisation des bourgs centre » a réuni 40 participants en décembre 2018 sur le thème « comment ré-habiter les bourgs centre ? ».

Cette rencontre a permis de partager les dynamiques territoriales et partenariales en cours, de repérer les freins et les facteurs favorables à la concrétisation des projets, et de mettre à disposition des territoires concernés des éléments de capitalisation.

Référentiel E+C-

Afin de préparer la future réglementation environnementale de la construction neuve sur une base partagée et pragmatique, une expérimentation nationale des Bâtiments à Énergie Positive et Réduction Carbone a été lancée pour tester des niveaux d'ambition nouveaux et les questions de faisabilité.

Afin d'accompagner cette expérimentation, l'ADEME a mis en place en Grand Est des dispositifs de soutien financier, notamment avec le programme Objectif Bâtiment Énergie Carbone. Ce programme, auquel participe la DREAL, vise à accompagner une vingtaine de projets, dont les évaluations énergétiques, environnementales et économiques de bâtiments neufs selon le référentiel E+C-, vont pouvoir alimenter la base de donnée nationale..



Marchés locaux de l'habitat et caractérisation du parc bâti

Deux démarches croisées sont conduites sur des territoires d'expérimentation s'inscrivant dans des contextes différenciés :

- la première vise à une meilleure compréhension des dynamiques sociales et économiques des marchés locaux de l'habitat ;
- la seconde porte sur une caractérisation du parc bâti afin de définir des stratégies de massification de la rénovation adaptées aux types de bâti et aux réalités locales.

COHÉSION DES TERRITOIRES AMÉNAGEMENT DURABLE



La DREAL porte et met en œuvre la politique d'aménagement durable du territoire. Elle assure la promotion des démarches de planification stratégique, développe une expertise pour faciliter l'émergence de projets de territoire, notamment sur le foncier. Elle contribue au développement des énergies renouvelables et des réseaux associés.

BILAN 2018

Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)

Dans le cadre des contributions de l'État tout au long de l'élaboration du SRADDET par le Conseil régional, la DREAL a notamment remis un ensemble d'observations sur l'écriture des règles en 2018, et contribuera à la relecture du document arrêté en 2019.

Le Conseil régional prévoit une adoption du SRADDET en 2019, qui donnera lieu à une approbation du préfet. La DREAL accompagnera les DDT dans la mise en œuvre opérationnelle, notamment sur les enjeux fonciers (exercice à blanc à partir de 3 documents), une sensibilisation des préfets au volet foncier sera faite lors d'un CAR « foncier ».



Extension du périmètre de l'Établissement Public Foncier de Lorraine (EPFL)

Dès la création de la région Grand Est, la question de la définition du périmètre d'intervention de l'EPFL Lorraine s'est posée. Les travaux engagés avec les élus champardennais ont été poursuivis au cours de l'année 2018.

La nomination d'un préfigurateur début 2019 relance la réflexion sur le sujet et mobilisera le service tout au long de l'année.

Ateliers « Eau et aménagement »

DREAL Grand Est avec l'Agence de l'eau Rhin-Meuse ont piloté deux ateliers sur le thème « Faire de l'eau une ressource pour l'aménagement » sur le territoire du bassin versant du Rupt de Mad (alimentation en eau potable de la métropole de Metz) et sur la vallée de la Moselle au niveau de l'agglomération d'Épinal. Trois temps d'atelier ont été conduits sur chaque territoire, rassemblant l'ensemble des acteurs (collectivités, associations, chambres consulaires, professionnels, établissements publics et État).

Les réflexions communes ont abouti, pour chacun des territoires, à une feuille de route détaillant des projets et actions à mettre en œuvre autour d'un projet territorial partagé.

Lancement de la plate-forme régionale du foncier État/Région

Le mardi 10 juillet 2018 s'est tenu la première séance plénière de la plateforme régionale du foncier portée par l'État et la Région. Une centaine de personnes étaient présentes à Châlons-en-Champagne pour assister à des interventions autour d'éléments de connaissance du Grand Est, de stratégies foncières locales et au témoignage du CERF Auvergne-Rhône-Alpes sur son fonctionnement et son activité.

L'animation de cette plateforme se poursuivra en 2019.

Club PLUi Grand Est

Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), planification.

Dans sa nouvelle configuration, le club PLUi Grand Est, piloté par la DREAL avec l'appui du CEREMA et des DDT, a innové en 2018 une nouvelle formule de travail en ateliers territorialisés.

5 ateliers à Lunéville (54), Chaumont (52), Wingen-sur-Moder (67), Munster (68) et Verdun (55) ont rassemblé en tout 130 participants dont une vingtaine d'élus, autour des enjeux de la gouvernance et de l'animation pour une construction collective du PLUi.

La séance plénière du club s'est tenue en novembre à Pont-à-Mousson, avec des débats notamment sur le changement climatique, les enjeux de la trame verte et bleue, la mobilisation autour du projet de territoire et l'aménagement numérique des territoires.

Le Club PLUi est reconduit en 2019



CHIFFRES CLÉS

- Consommation du foncier : évolution de la tache urbaine habitat entre 1961 et 2014 : + **90%**.
- **66 PLUi en cours de procédure ou approuvés, couvrant 35% de la population.**
- **32 SCoT approuvés couvrant 78% de la population.**
- **46 Écoquartiers en Grand Est (toutes étapes confondues)**



Quartier Danube - Strasbourg / ZAC Biancamaria - Vandoeuvre-les-Nancy - Photos DREAL Grand Est

PERSPECTIVES 2019

Suivi des grands projets structurants : Extension de l'EPF et définition des OSE, OIN Alzette Belval, CIGEO.

Avec la DGALN et le CEREMA, **porter auprès des DDT le guide NCT** permettant de définir les stratégies départementales, dans le cadre de la création de l'ANCT (cartographie des acteurs,...).

EcoQuartier : promouvoir le label, former et sensibiliser les acteurs à la démarche.

Séminaire revitalisation commerciale des centres-bourgs (appui CEREMA).

Territoires en déprise : consolider la caractérisation des situations en Grand Est, monter en capacité d'analyse et d'accompagnement pour l'État (étude avec INSEE, Université de Strasbourg, réseau interne Etat).

Prospective : compléter le guide méthodologique suite aux ateliers conduits par Rouge Vif Territoires et déployer la méthode

Démarche qualité : Mettre en œuvre les processus qui concernent le service en fonction des priorités définies.

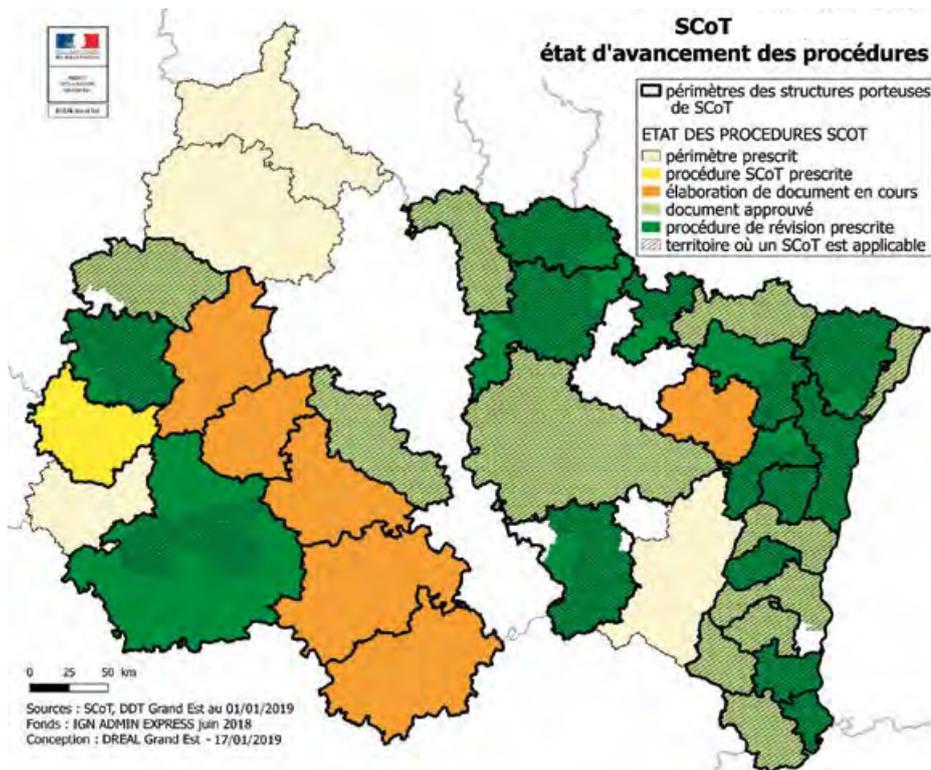
Participer aux journées **JECLER DREAL**.

FOCUS

L'Opération d'Intérêt National (OIN) Alzette-Belval

La DREAL Grand Est effectue le suivi de cette opération d'intérêt national qui est entrée en phase opérationnelle avec livraison des premiers logements sur le site de Michéville/Ecoparc.

2018 a également été le temps de la révision du Projet Stratégique et Opérationnel avec la transmission des orientations stratégiques de l'État à l'établissement public d'aménagement par la Ministre, fixant les objectifs et les attendues de l'État pour les cinq années à venir.



Enjeux sur l'avenir des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT)

Dans le contexte national de réflexion sur l'avenir des SCoT, la DREAL Grand Est a souhaité s'associer avec les partenaires techniques des SCoT (quatre DDT volontaires, le Conseil régional, la Fédération des SCoT, le réseau des agences d'urbanisme et le Cerema) pour progresser - ensemble et avec les SCoT du Grand Est - dans la connaissance du fonctionnement des structures porteuses de SCoT : réalité de leur organisation, rôles, modes d'action...

A cette fin, l'enquête débutée en 2018 auprès des directeurs et chefs de projets SCoT se poursuivra en 2019 auprès d'un panel d'élus de SCoT.

Par la suite, il est prévu que la restitution de cette enquête serve à nourrir des ateliers d'échanges rassemblant les SCoT et leur partenaires, dans un objectif d'approfondissement et de valorisation des nombreux retours d'expériences collectés.

EAU BIODIVERSITÉ ET PAYSAGES



La DREAL porte la mise en œuvre des politiques de préservation de l'eau, de la biodiversité et des paysages. Elle décline localement, pour le compte du préfet coordonnateur, les politiques de l'eau et de prévention des inondations à l'échelle du bassin Rhin-Meuse et à l'international.

BILAN 2018

Commissions internationales

La DREAL a dirigé les délégations françaises à :

- La Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR) dont la plénière a eu lieu les 3 et 4 juillet 2018 à Soireure (Suisse).
- La 57^e assemblée plénière des Commissions de Protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS) qui s'est tenue les 4 et 5 décembre 2018 à Coblenze (Allemagne).
- La 26^e assemblée plénière de la Commission de la Meuse qui s'est déroulée le 8 décembre 2018 à Mönchengladbach (Allemagne).

Jean Philippe Torterotot, directeur adjoint, assure pour la France la présidence des CIPMS pour une durée de 2 ans.

Séminaires et journées techniques

- Un séminaire dédié à la séquence « Éviter, réduire, compenser » (ERC) s'est tenu à Russange en Moselle aux portes du Luxembourg, le 6 novembre 2018 à l'invitation de la DREAL Grand-Est et du Commissariat Général au Développement Durable (CGDD) du MTES. Un déplacement sur le terrain a porté sur la bonne application de cette séquence ERC dans le déroulement des projets risquant de porter atteinte à l'environnement.



Séminaire «ERC» - 6 novembre 2018

- Une journée technique d'échanges intitulée « Comment aborder collectivement la problématique des espèces exotiques envahissantes (EEE) dans la région Grand Est », le 27 novembre 2018, a engagé la première étape d'une déclinaison régionale de la stratégie nationale sur les EEE.



Journée technique «EEE» - 27 novembre 2018

Mise en œuvre du Plan Biodiversité

Trois projets en Grand Est s'inscrivent d'ores et déjà dans les actions de ce plan présenté en juillet 2018 :

- la création de deux Réserves naturelles nationales ;
- la création d'un 11^e Parc National dédié aux forêts feuillues de plaine.

Les actions de la DREAL ont porté sur :

- la définition du périmètre de la RNN du massif forestier de la Robertsau et de la Wantzenau qui a reçu le 20 septembre 2018 un avis favorable du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) ;
- le lancement et le suivi de l'étude d'avant projet de la RNN de la Bassée auboise, lors d'un comité de pilotage présidé par le Préfet de l'Aube le 19 juin dernier ;
- la contribution à l'avis du Préfet de Région dans le cadre du processus de consultation des personnes publiques associées préalable à la création de ce nouveau Parc national attendue pour la fin de l'année 2019.

Programme d'Actions Régional Nitrates

Le 6^e Programme d'Actions Régional Nitrates en application de la directive «Nitrates» est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2018. Il fait suite aux trois anciens PAR en vigueur sur les territoires alsacien, lorrain et champardennais.

Il a été élaboré par les services de l'État en s'appuyant sur un groupe de concertation composé des organisations agricoles, des agences de l'eau, d'associations environnementales et des services de l'État.

Il a fait l'objet d'une évaluation environnementale et d'une large consultation publique et institutionnelle au printemps 2018.

CHIFFRES CLÉS

- 21 réserves naturelles nationales en région Grand Est.
- 227 sites Natura 2000 dont 160 bénéficient d'une animation.
- 163 sites classés et 186 sites inscrits (au titre des articles L341-1 et suivants du code de l'environnement)
- 74 arrêtés pris en 2018 portant dérogation aux interdictions de destruction des espèces protégées ou de leurs habitats.
- 24 038 permis CITES délivrés en 2018 (permis d'importation et d'exportation au titre de la convention de WASHINGTON).



Photos DREAL Grand Est

PERSPECTIVES 2019

Plan Rhin

Le travail de concertation engagé en 2017 en faveur de la relance d'une dynamique de restauration des milieux alluviaux rhénans s'est poursuivi en 2018 et a donné lieu à de nombreux échanges avec gestionnaires et les collectivités territoriales. Une réunion des acteurs du territoire rhénan, organisée le 6 décembre 2018, a permis de dégager un consensus général en faveur d'un «Plan Rhin vivant». Celui-ci sera formalisé dans le courant de l'année 2019 par une convention de partenariat signée entre l'État, la Région Grand Est, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et l'AFB.

Consultation du public en vue de la révision des SDAGE et PGRI



Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et les Plans de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) constituent les cadres et objectifs territoriaux pour la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau et de la directive inondation. Une consultation du public est organisée par les préfets coordonnateurs de bassin et les comités de bassin pour une durée de 6 mois du 2 novembre au 2 mai 2019. Elle porte notamment sur les enjeux de la gestion de l'eau et des risques d'inondation dans le bassin pour les années 2022 à 2027.



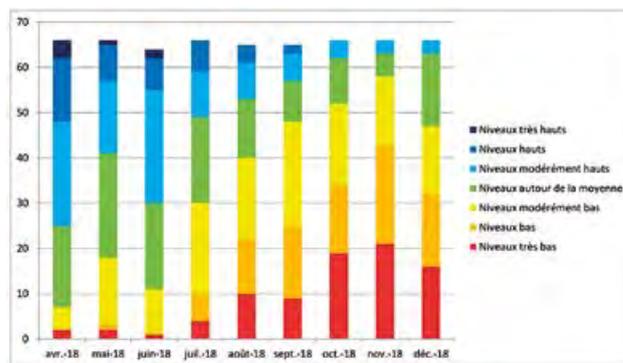
Meuse - Site de la Haute-Chevauchée en Argonne - Entonnoir côte 285

FOCUS

Sécheresse en Grand Est

La région Grand Est a fait face de juillet à début décembre 2018 à une sécheresse particulièrement longue et significative. Au cours de l'épisode, 23 bulletins ont été édités, diffusés et publiés sur le site internet de la DREAL.

Ils permettent notamment aux préfetures de faire évoluer les arrêtés de restriction des usages de l'eau en tenant compte de l'évolution de la situation hydrologique et hydrogéologique.



Mesures de niveaux d'eau - Nombre de piezos mensuels en 2018

Un nouveau site classé de 580 hectares en région Grand Est

Le site de la Haute-Chevauchée, paysage de la guerre des mines en Argonne (Meuse), sur le territoire des communes de Boureuilles et Lachalade dans la Meuse a été classé par arrêté du 9 novembre 2018 publié au Journal officiel du 11 novembre 2018, parmi les sites du département de la Meuse.

Ce classement au titre des sites revêt un caractère particulièrement symbolique dans le cadre du centenaire de la Grande Guerre.

Il vient reconnaître le caractère historique du site, au regard de la nature des combats qui s'y sont déroulés durant la Grande Guerre.

PRÉVENTION DES RISQUES ANTHROPIQUES



La DREAL est chargée de décliner sur le territoire de la région Grand Est les grandes orientations de la politique nationale de connaissance, évaluation, prévention et réduction des risques industriels et miniers.

BILAN 2018

Mise en œuvre de l'autorisation environnementale

L'autorisation environnementale regroupe depuis mi 2017 en une seule procédure l'essentiel des réglementations environnementales applicables aux projets, dont les projets d'implantation de nouvelle unité industrielle.

Ces nouvelles dispositions ont été mises en œuvre pour plusieurs projets industriels de grande envergure nécessitant une mobilisation importante des inspecteurs.

Différents dossiers peuvent ainsi être mis en avant comme par exemple les dossiers relatifs aux investissements en Moselle sur le site «Smart» de Hambach qui fabriquera en 2020 la première Mercedes 100% électrique, l'extension du site de la société SEALEDAIR à Arc en Barrois (52), la modernisation de l'incinérateur de Rambervillers (88) ou encore l'instruction de la demande d'autorisation d'une unité de valorisation énergétique sur le site de VALAUBIA à La Chapelle Saint Luc (10).



Vue aérienne du site «SMART» - Hambach (57) - Photo Jean-Yves Schmit

Développement des énergies renouvelables : séminaire avec la DREAL Haut de France

Les régions Haut de France et Grand Est regroupent à elles seules 40% des installations éoliennes en France.

La DREAL a participé à un séminaire avec la DREAL Haut de France, en septembre 2018, afin d'échanger sur les bonnes pratiques à mettre en place dans le cadre de l'instruction des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter et les sollicitations des différents contributeurs.

Réhabilitation des friches industrielles

Des actions indispensables pour la mise en œuvre des politiques d'aménagement du territoire ont été menées par l'inspection dans le cadre de la réhabilitation des friches industrielles.

Ainsi, différents dossiers peuvent être mis en avant, comme :

- la finalisation des opérations de dépollution du site anciennement exploité par la société CALDIC dans l'Aube (10) ;
- la réhabilitation de la friche industrielle de Pétroplus sur le site de Reichstett (67) ;
- l'ancienne fonderie de la Macérienne à Charleville-Mézières (08).

Poursuite du pilotage de la politique de déploiement des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS)

Créés par la loi ALUR (loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové), les secteurs d'information sur les sols visent à recenser les terrains où la connaissance des pollutions des sols par l'État justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la sécurité publique et l'environnement.

La DREAL a procédé à la consultation (des maires, présidents d'EPCI et du public) et l'information des propriétaires sur ces premiers projets de SIS.

Le déploiement des SIS est bien engagé en grand Est avec l'adoption dès cette année de 259 arrêtés préfectoraux portant création des SIS sur les 383 à réaliser sur la région.

Opérations de communication menées en 2018

- Information de l'ensemble des maires du bassin houiller sur les cartes de sensibilité dans le cadre du comité de suivi de la remontée de nappe du bassin.
- Organisation des assises sur la sécurité des réseaux de transport de gaz co-organisées avec GRDF.
- Participation à la conférence régionale sur la méthanisation.
- Organisation de deux journées en novembre 2018 sur le bilan de la première année de mise en œuvre du Plan Régional Santé Environnement (PRSE) et le lancement d'un appel à projets.
- Participation aux Commissions de Suivi des Sites (CSS), visant à mettre en relation directe les exploitants, les salariés, les riverains, les collectivités locales concernées et les administrations de contrôle, dont notamment la CSS Stocamine (68) ou le site INEOS à Verdun (55).

CHIFFRES CLÉS

- **2624 établissements ICPE** soumis à autorisation et **465** soumis à enregistrement.
- **82 sites Seveso seuil haut** générant **42 plans de prévention des risques technologiques (PPRT)**.
- **Près de 8000 km de canalisations** de transport de matières dangereuses.
- **442 sites visés par le chapitre 2 de la directive IED** (pour «Directive relative aux émissions industrielles»).
- **Près de 1000 sites et sols pollués** correspondant à un **lourd passif industriel et minier** qui a pu laisser des pollutions au niveau des sols ou des eaux souterraines, rendant les interactions avec l'urbanisme et l'aménagement particulièrement fortes.
- **48 procédures minières** ont été menées dans le domaine du sel et **28 procédures minières** ont été menées dans le domaine des hydrocarbures.



Photos DREAL Grand Est

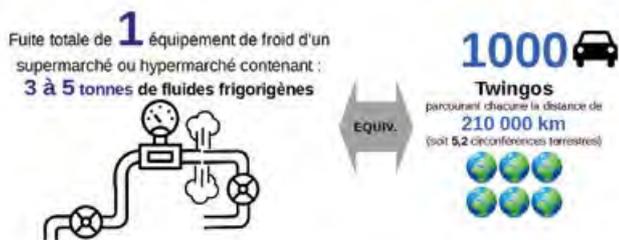
PERSPECTIVES 2019

Nouveau programme stratégique de l'inspection au niveau national

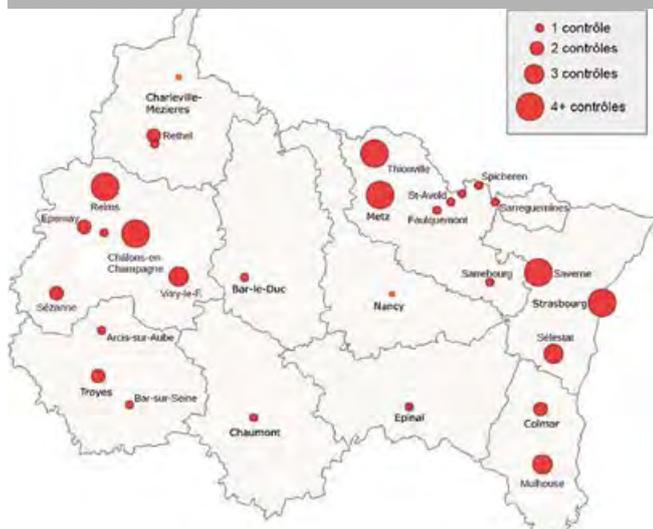
L'année 2019 sera marquée par la définition du nouveau programme stratégique de l'inspection au niveau national.

Au niveau régional, les axes de travail seront donc marqués par :

- un travail sur l'évolution des postures et méthodes de travail, notamment sur l'instruction, le contrôle ou l'élaboration d'avis ;
- la mise en œuvre d'actions visant à un environnement plus sûr et plus sain: actions sur les risques technologiques, les équipements sous pression, mise en œuvre opérationnelle des PPRT ; prévention, réduction ou suppression des nuisances liées aux activités relevant du Code Minier, actions visant à contribuer au plan biodiversité adopté par le ministre d'État en juillet 2018 ; à la stratégie santé environnement du gouvernement ;
- la poursuite des actions d'animation des outils de planification, concertation et information SIS, PRSE, le plan régional de gestion des déchets, le schéma régional des carrières ;
- la mise en œuvre d'action visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (actions relatives aux quotas CO₂, aux HFC...) et à la facilitation du développement des énergies renouvelables (éolien, géothermie...).



Opération ciblée de contrôles détenteurs équipements de froid
Carte des contrôles en Grand est



FOCUS

Explosion d'un silo à Strasbourg

Une explosion très violente est survenue le 6 juin 2018 sur un silo exploité par la société SILOTRA à Strasbourg. Le bilan humain est de 3 blessés graves et plusieurs autres blessés, en plus de dégâts matériels et environnementaux importants.

Les agents de l'unité départementale du Bas Rhin et du SPRA se sont fortement mobilisés dans le cadre de la gestion de cette crise. La réactivité de l'inspection a été soulignée par les intervenants, ainsi que l'intérêt du retour d'expérience qui a été réalisé.



Explosion silo SILOTRA - Strasbourg - Crédit Photo SDIS 67

Opération ciblée de contrôles chez les détenteurs d'équipements de froid en juin 2018

La DREAL Grand Est a réalisé une opération ciblée de contrôles chez les détenteurs d'équipements de froid en juin 2018, des industriels et super/hypermarchés. 79 sites ont été contrôlés lors de cette action.

Ces inspections portaient sur la conformité administrative et technique des équipements et la réalisation des contrôles réguliers d'étanchéité par des opérateurs agréés.

Une bonne étanchéité est en effet indispensable pour limiter la fuite des gaz à effet de serre contenus dans le circuit de froid.

La majorité des contrôles effectués a constaté des non-conformités administratives ou techniques.

Des contrôles sur d'autres sites, ainsi que des contrôles de vérification de la mise en conformité suite à des écarts constatés des installations récemment visitées se poursuivront dans les prochains mois.

PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS ET HYDRAULIQUES



La DREAL décline les politiques publiques de prévention des risques naturels et hydrauliques, en particulier le risque d'inondation largement présent sur l'ensemble du territoire de la région. Elle est chargée de la prévision des crues sur le bassin Rhin-Meuse et une partie du bassin Seine-Normandie, de la connaissance hydrométrique ainsi que de l'inspection des ouvrages hydrauliques sur l'ensemble de la région et pour partie de l'Île de France.

BILAN 2018

Inspection des ouvrages hydrauliques

La DREAL est intervenue, dans le cadre de son rôle d'inspection des ouvrages hydrauliques, sur plusieurs ouvrages de la région pendant la crue de janvier 2018 et lors de multiples avaries au cours de l'année.

C'est le cas par exemple du barrage de la Mouche (Haute-Marne) où le gestionnaire VNF a pris des mesures d'urgence pour contrôler son remplissage, après échanges avec le SPRNH.

Le gestionnaire a depuis actualisé des études et revoit en accord avec l'inspection des ouvrages hydrauliques ses consignes de gestion. La DREAL est également intervenue sur une avarie du barrage de Dieffenbach en Moselle en l'absence de crue.

La commune gestionnaire du barrage a procédé à sa mise en sécurité en le vidant totalement durant le mois de novembre.



Canal d'aménée Seine - Aube (10) - Essai de la fermeture amovible à l'extrémité amont du tunnel du canal d'aménée - Novembre 2018 - (photo EPTB SGL)

Actions de prévention du risque inondation

La DREAL suit et instruit de nombreux Programmes d'Actions de prévention des inondations (PAPI) qui organisent les études et travaux de prévention du risque inondation sur un territoire.

La DREAL a organisé en 2018 une journée d'information pour présenter les évolutions liées au nouveau cahier des charges «PAPI 3», en co-animation avec la Direction Générale de la Prévention des Risques.

La DREAL a également suivi les travaux du canal d'aménée du lac réservoir Seine (Grands Lacs de Seine) protégeant notamment les agglomérations parisiennes et troyennes contre les crues.

Sa capacité de dérivation a été retrouvée après 8 années de travaux, avec en outre la mise en place d'une porte de garde pour protéger le barrage en cas de remplissage complet.

Directive Inondation

Dans le cadre du deuxième cycle (6 ans) de la Directive Inondation, la DREAL a alimenté l'addendum aux Évaluations Préliminaires du Risque Inondation des bassins Rhin, Meuse et Seine Normandie, et s'est engagée dans une démarche de révision des cartes du Territoire à Risque d'Inondation (TRI) de Metz/Thionville/Pont-à-Mousson.

Une modélisation de la Moselle Aval avec l'outil libre Mascaret est en cours de réalisation avec l'appui du CEREMA.

Rhin et actions internationales

Fleuve frontalier, le Rhin fait l'objet d'une attention particulière avec nos voisins allemands.

La DREAL participe aux instances franco-allemandes liées à l'aménagement du Rhin. Elle a ainsi lancé une étude hydrologique pour qualifier les débits du Rhin en lien avec la DGPR et l'Institut nationale de Recherche en Sciences et Technologie pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA).

Elle est également intervenue sur le problème de mortalité piscicole sur le Bauergrundwasser et les fuites sur la digue en rive gauche du barrage agricole de Kehl-Strasbourg.

Prévision des crues

La DREAL assure un suivi du niveau hydrométrique des cours d'eau et participe à la gestion de crise inondation en apportant une expertise sur l'évolution des crues.

Pour ce faire, la modernisation du réseau de stations hydrométriques s'est poursuivie avec une collecte de données de stations à distance, des tests des mesures par les radars hauteur/vitesse, un renforcement des capteurs.

Par ailleurs, la DREAL anime le réseau des Référents Départementaux Inondation (RDI) des DDT du Grand Est, essentiel pour relayer l'information et apporter une expertise locale.

Le programme de formation, construit avec le centre de valorisation des ressources humaines (CVRH) de Pont-à-Mousson, servira de base à la constitution du référentiel national.

CHIFFRES CLÉS

- **18 jours consécutifs de vigilance orange** pour le Service Prévention des Crues Seine amont / Marne amont.
- **8 tronçons simultanément en vigilance orange** en Grand Est le 6 janvier 2018.
- **Environ 300 jaugeages de crues réalisés** lors des crues de janvier-février 2018 par les unités d'hydrométrie
- **35 agents RDI** issus des DDT de la région, de l'Oise et de l'Aisne ont été formés par des agents du SPRNH grâce à l'organisation de 3 sessions de formation à Nancy, Strasbourg et Reims.
- **50 personnes** issues des collectivités, des services de l'État, de bureaux d'études ont participé à la journée d'information «Programmes d'actions de prévention des inondations».
- **41 M€** de financement labellisés dans les programmes par l'État au titre du fond de prévention des risques naturels majeurs.



Exercice de simulation vigilance rouge inondation - 28 mars 2018

Barrage-de-Kruth-68

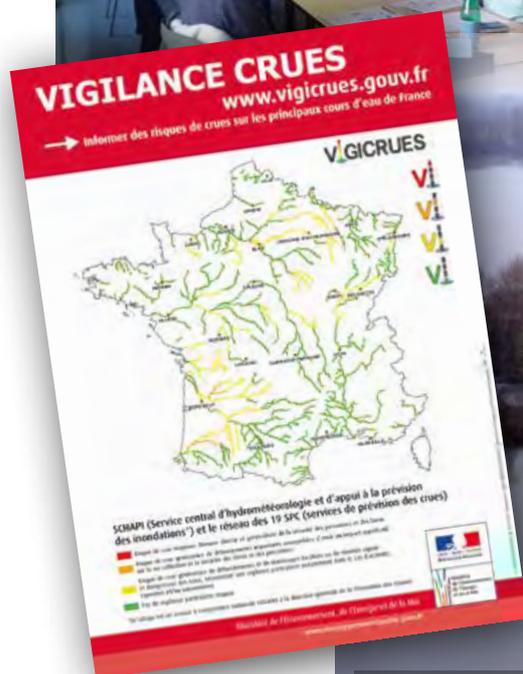
PERSPECTIVES 2019

Les perspectives de l'année 2019 sont les suivantes :

- finaliser la production de cartes de zones inondables et le bilan des plans de gestion (PGRI), dans le cadre de la Directive Inondation.
- dans le cadre de la prévision des crues :
 - finaliser les nouveaux Règlements d'Information sur les Crues des unités de prévision des crues Oise-Aisne, Seine amont Marne amont et Meuse Moselle ;
 - afficher des incertitudes sur les prévisions sur Vigicrues sur un échantillon de six stations ;
 - continuer d'améliorer le réseau de stations hydrométriques en prenant en compte les résultats de l'audit du parc qui a été conduit en 2018.
- finir la modélisation hydraulique de la Moselle Aval ;
- renforcer le contrôle de la sûreté des digues et barrages ;
- labelliser des programmes d'actions de prévention des inondations et les financer.



Formation des Référénts Départementaux Inondation



FOCUS

Crues de début 2018

Suite aux tempêtes Carmen et Eleanor de janvier 2018, des crues importantes se sont formées sur les rivières de la région Grand Est. A l'Est, crues rapides se formant sur le relief des Vosges. A l'Ouest, crues lentes de plaine de longue durée.

Ces crues généralisées ont mobilisé les collaboratrices et collaborateurs du service (unités de prévision des crues et prévisionnistes de renfort, d'hydrométrie, coordination internationale sur le Rhin, inspection des ouvrages hydrauliques).

La mobilisation de la DREAL durant près de deux mois, pour placer en vigilance les tronçons de rivières, élaborer des prévisions chiffrées, effectuer des mesures de débit, intervenir sur le terrain pour de la maintenance curative sur des stations fortement sollicitées par l'événement, contrôler des digues et barrages s'est achevée par la réalisation d'un retour d'expérience approfondi, tant du point de vue technique que partenarial : relations avec les DDT et les préfetures ou encore échanges avec l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine Grands Lacs.

Prévention des risques professionnels

Le Service Prévention des Risques Naturels et Hydrauliques (SPRNIH) a mis en place une feuille de route spécifique pour la prévention des risques professionnels.

Elle a été présentée en CHSCT de la DREAL et de nombreuses actions ont été mises en œuvre au cours de l'année : bilan sur la sécurisation des stations, stage de sécurité en eau vive, visites de terrain avec le médecin de prévention, intervention de la conseillère de prévention auprès du comité de service, amélioration de la sécurisation in-situ...



Inondation à Sarron-sur-Aube (photo SDIS 51 - Georges Payan)

CONNAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE



La DREAL contribue à la construction et à la diffusion d'une connaissance territoriale et transversale en appui aux politiques publiques de transition écologique et solidaire et de cohésion des territoires. Elle impulse et promeut la prise en compte du développement durable.

BILAN 2018

Ouverture et valorisation de la donnée

Afin d'impulser une approche d'ouverture et de valorisation de la donnée, la DREAL mène plusieurs projets visant à rendre plus accessibles les données pour permettre leur réutilisation et une diffusion large de l'information existante.

Le projet Données initié en 2018 vise à développer de nouveaux produits de mise à disposition de données, intuitifs pour les utilisateurs et répondant à leurs besoins opérationnels.

Cela sous-tend d'impulser une nouvelle approche de la donnée, de faire évoluer nos modes de travail (agilité, intelligence collective, prise en compte accrue des pratiques et besoins des usagers) et d'acquérir les techniques de gestion d'un entrepôt de données, de visualisation, de diffusion de données et de gestion de l'interopérabilité des outils.

Le développement des portraits d'agglomérations du Grand Est a permis de franchir une première étape en termes de méthodes et d'outils.

Le travail se poursuit par le développement d'un outil de construction de portraits de territoire automatisée et à façon, à partir de différentes sources de données statistiques et géographiques.

À l'automne 2018, le club des utilisateurs, qui rassemble des agents des services de la DREAL, de la DRAAF, des DDT et du SGARE, a travaillé sur les fonctionnalités et l'ergonomie de l'outil. La thématique sur laquelle débute le développement de l'outil est celle de la mobilité.

Plateforme régionale GéoGrandEst



La plateforme régionale GéoGrandEst participe à une nouvelle approche de la donnée.

En appui de la Préfecture de région, la DREAL assure le pilotage et l'animation de ce partenariat avec la Région.

La plateforme GéoGrandEst donne un accès aux données géographiques à tous les acteurs du territoire et aux citoyens sous forme de cartes, données téléchargeables et visualisables et métadonnées associées.

Elle donnera également accès à des photos aériennes haute résolution et à une base de données Occupation du sol à grande échelle, libres de droit, produites et financées par GéoGrandEst.

Au-delà du partage de données, GéoGrandEst constitue un espace de partage de pratiques, d'expériences et de mutualisation de projets, au sein d'un large réseau d'acteurs de l'État et des collectivités.

En 2018, la gouvernance a été mise en place et l'animation renforcée.



Journées d'Échanges sur la Connaissance Locale et les Études en Région (JECLER)



Pour favoriser la prise en compte de la connaissance dans nos actions, la DREAL organise chaque année deux journées «JECLER», ouvertes aux agents des DDT et de la DREAL Grand Est.

En 2018, elles ont eu pour thématiques : « Transports et mobilités durables » en mars et « Nature en Ville » en novembre.

Chaque journée est construite autour d'un sujet transversal traité sous l'angle de la connaissance en tant qu'aide et support à la conduite des politiques publiques.

Au total près de 100 agents ont bénéficié en 2018 de ces espaces d'acculturation à la connaissance.

Promouvoir les 17 Objectifs du Développement Durable (ODD)

Les ODD sont la feuille de route universelle de l'Agenda 2030, programme de développement durable adopté par les 193 États membres de l'ONU.

Afin de les faire connaître, la DREAL a organisé avec le Comité 21, Citoyens et Territoires, et 3 villes hôtes (Metz, Épernay et Strasbourg) l'étape Grand Est du Tour de France des ODD.

Elle s'est déroulée les 20 et 27 septembre 2018 et a réuni 180 acteurs locaux, associations, habitants, collectivités locales, entreprises, monde académique.

Tables rondes et ateliers collaboratifs ont permis l'appropriation des ODD, la (re)découverte d'initiatives locales par leur prisme et la création de partenariats pour de nouveaux projets autour des ODD.

CHIFFRES CLÉS

- **40 associations** soutenues au titre du dialogue environnemental et de l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD) pour un montant de 340 k€.
- **65 couches de données géographiques** agrégées à l'échelle Grand Est et mises en ligne en 2018 sur le site Internet de la DREAL, sous formes de cartes interactives.

Animation GéoGrandEst :

- **15 réunions de secrétariat technique** (DREAL-Région).
- **2 comités techniques** rassemblant les collèges des collectivités, des services de l'État et des organismes associés.
- **2 journées d'animation technique** au bénéfice des partenaires : 1 sur la directive Inspire et 1 sur le Géoportail de l'Urbanisme (GPU).



Demi-journée économie circulaire champardennaise - 1er octobre 2018



Extrait carte générale Grand Est - GeoGrandEst

PERSPECTIVES 2019

Projet Données

Le projet Données se poursuivra en 2019 dans une stratégie d'action plus large visant à renforcer le rôle éclairant et interpellant de la connaissance : production, diffusion, valorisation de la connaissance nécessaire au portage des politiques publiques.



Dessin de la maquette du futur Outil Portrait en club des utilisateurs

Portage des Objectifs du Développement Durable (ODD)

Cette action se poursuivra auprès des collectivités, des acteurs économiques (sous l'angle de la Responsabilité Sociétale des Entreprises) et des citoyens via les associations d'éducation au développement durable.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Économie circulaire

En matière d'économie circulaire, le fort partenariat développé avec ADEME et Région a permis de construire une politique partagée (cohérence et complémentarité des stratégies de chacun, coordination des événements...).

2019 verra sa mise en œuvre : sensibilisation des acteurs, émergence de projets d'écologie industrielle et territoriale, accompagnements de projets expérimentaux, etc ...

FOCUS

Les portraits d'agglomération, un outil de connaissance innovant tourné vers les territoires

Les 25 portraits d'agglomération produits par la DREAL Grand Est sont multi-thématiques et synthétiques, avec un nombre d'indicateurs chiffrés volontairement limités et non commentés.

Ils offrent ainsi une vision d'ensemble des principales agglomérations de la région Grand Est, en mettant en lumière les caractéristiques en lien avec les politiques publiques de l'État. Issus d'un travail pluridisciplinaire (statistique, géomatique, analyse, programmation), ils illustrent une nouvelle approche autour de la donnée, qui rapproche données statistique et géomatique et automatise les traitements de celles-ci.

Innovants par leur mode de production puisqu'ils sont générés automatiquement grâce au logiciel de statistiques «R», ils ont été conçus pour faciliter leur utilisation : consultation rapide et ergonomique, guide de lecture, transport sur clé ou ordinateur. Ils constituent ainsi un outil indispensable des rencontres avec les porteurs de projet et des représentants des collectivités à l'échelle des agglomérations.

> Consulter 25 portraits des principales agglomérations de la région Grand Est sur le site Internet de la DREAL Grand Est.

Communauté d'Agglomérations d'Epinal

La DREAL Grand Est et son service Connaissance et Développement Durable vous propose une série de portraits des principales agglomérations de la Région Grand Est. Le territoire d'étude de ces portraits porte sur le périmètre de l'Est.

Une série à la lecture est disponible en fin de présent document.

1. Description générale

Situation



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La DREAL participe à l'évaluation des Projets, des Plans et des Programmes. Pour cette mission, elle travaille sous l'autorité de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe).



Lotissement «Le Schwemmlach» - la Wantzenau (67)



BILAN 2018

S'agissant d'une politique publique récente, le dispositif de l'évaluation environnementale est en voie de stabilisation : 2018 est la première année lors de laquelle les différentes Autorités Environnementales n'ont pas connu d'évolution réglementaire.

Avis et décisions sur les plans et programmes

La consommation de l'espace reste l'une des thématiques les plus centrales et probablement la plus récurrente.

Lors de la préparation des avis, la DREAL s'attache à évaluer la justification des besoins d'extension urbaine au regard des possibilités de densification et de la dynamique réelle de l'évolution des populations.

Pour ce qui concerne les modifications de PLU, leur soumission à une décision au cas par cas est maintenant connue par une majorité de communes. Les saisines ont augmenté en conséquence de plus de 50%.

Avis et décisions sur les projets

Les avis relatifs aux projets relèvent depuis le 1er janvier 2018 de l'autorité fonctionnelle de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe).

Seule une minorité de projets relevant du cas par cas est suivie d'une décision d'évaluation environnementale (EE). Cette proportion a tendance à s'abaisser, non pas en raison d'une moindre exigence mais plutôt au regard du niveau de garanties supérieur apporté dès ce stade par le pétitionnaire.

Actions d'information et de concertation

Les actions d'information et de concertation en amont restent très attendues et constituent un travail prioritaire pour le service. Ce travail d'information amont s'est traduit par 2 journées de rencontres des bureaux d'études afin qu'ils perçoivent mieux les attentes des autorités environnementales et l'évolution du contenu des études d'impacts, par exemple pour ce qui concerne les gaz à effet de serre.

Dans une logique similaire, la DREAL a engagé la visite de toutes les DDT pour faciliter leur rôle de contributeur dans la préparation des avis ou décisions et optimiser la complémentarité des services déconcentrés.

7 rencontres ont pu être effectives en 2018 et les 3 restantes sont programmées pour 2019. Ce premier «round» est à la base d'un réseau métier des contributeurs en DDT.

PERSPECTIVES 2019

Dans la même logique qu'en 2018, la DREAL souhaite rencontrer et informer plus en amont des attentes de l'Autorité environnementale.

Après les bureaux d'études en 2018, le public ciblé en 2019 sera les collectivités et en particulier les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de plus de 20000 habitants disposant de services techniques.

Les commissaires enquêteurs restent également un partenaire privilégié en tant qu'utilisateur des avis de l'Autorité environnementale. Au delà des traditionnelles formations à leur égard, la DREAL va entamer des rencontres visant à mieux cerner l'apport des avis dans la phase d'enquête publique.

Il est attendu une montée en puissance des PLUi, ce qui donnera lieu à l'élaboration d'une doctrine permettant d'identifier les attendus de l'évaluation environnementale.

FOCUS

Améliorer la qualité des études d'impact

Au fil des instructions et des échanges avec l'autorité environnementale se formalisent des attendus portant sur les enjeux clés pour chaque type de dossier.

Ces éléments de doctrine sont mis en ligne conjointement avec l'autorité environnementale MRAe pour améliorer la qualité des études d'impact, dans le sens d'une meilleure prise en compte de l'environnement.

Projets liés aux énergies renouvelables

En 2018, plus de vingt-cinq projets ont donné lieu à avis repartis entre éolien (12), photovoltaïque (9) et méthaniseur (5). Les installations photovoltaïques ont tendance à augmenter en taille et offrent une nouvelle vie économique aux friches ou ancien crassiers.

Pour autant, ces milieux en phase de revégétalisation ne sont pas dénués d'intérêt environnemental, ce qui nécessite un cadrage des enjeux environnementaux et d'occupation de l'espace.

CHIFFRES CLÉS

- **82 avis et 288 décisions au cas par cas** sur des Plans et Programmes,
- **133 avis et 274 décisions au cas par cas** sur des Projets incluant des thématiques diversifiées telles que ICPE, zones d'activités concertées, lotissements, énergies renouvelables, aménagements de milieux aquatiques, infrastructures de transport...
- **0 avis tacites.** Tous les opérateurs disposent d'un avis argumenté, le cas échéant réduit à quelques enjeux.



Projet photovoltaïque de Retzwiller (68)

GESTION DE CRISES

La DREAL exerce une mission de coordination générale, d'animation et de suivi des services déconcentrés du ministère pour la zone Est qui regroupe les 18 départements des régions Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté.



BILAN 2018

Les faits marquants de l'année :

- travail important dans le domaine des secteurs d'activités d'importance vitale avec la poursuite des commissions zonales SEVESO et une extension dans le domaine de l'eau ;
- animation des réseaux «sécurité-défense» : 4 réunions en 2018 à Dijon (centre de crise d'ENEDIS), Strasbourg, Nancy (laiterie St Hubert) et Bure ;
- planification de gestion de crises : organisation d'un exercice majeur intempéries neige-verglas les 7 et 8 novembre, permettant de tester la V5 du logiciel AGORRA, développé depuis plusieurs années par la DREAL et le CEREMA ;
- gestion crise routière : 2 épisodes dans la 1ère semaine de février 2018 marqués par la problématique de la protection de Paris + un épisode de pluies verglaçantes fin février dans le sud de la zone, Retex VH en avril : révision des zones de stockages + RN4 ;
- autres crises : tempête Eléonor début janvier avec coupures multiples sur le réseau ENEDIS, 2 épisodes d'inondation en janvier/février, le suivi du mouvement de grève à la SNCF au printemps, un épisode de pollution atmosphérique pendant 2 jours en mars 2018, épisode de canicule important durant l'été 2018, suivi d'une pollution de l'air (circulation différenciée à Strasbourg) ;
- depuis 17 novembre : manifestation des gilets jaunes.

PERSPECTIVES 2019

- En 2019, la Mission Zone de Défense (MZD) poursuivra le pilotage des politiques publiques de sécurité relevant des missions du ministère, ainsi que l'animation des réseaux métiers, élargis aux opérateurs énergie, transport et eau.
- La poursuite des actions sociales au titre des gilets jaunes continue d'occuper les agents de MZD, notamment les week-end.
- Une attention particulière devra être portée au renforcement de nos liens avec la préfecture de zone dans un contexte de renouvellement des autorités zonales.

FOCUS

Gilets jaunes et gestion de crise

Démarré le 17 novembre 2018, le mouvement de protestation sociale a connu une ampleur imprévue et de longue durée. La DREAL a été présente auprès de la cellule de crise zonale depuis le début des manifestations, qui visaient à l'origine surtout les infrastructures de transport (ronds-points, barrières de péage, gares...).

Les agents de Mission Zone de Défense de la DREAL Grand Est ont été mobilisés tous les week-end depuis le 17 novembre.



Exercice au centre opérationnel zonal

CHIFFRES CLÉS

- Environ 120 agents d'astreinte DREAL GE formés et gérés par MZD.
- Les 18 CODIR de la zone formés à la gestion de crise.
- 4 exercices majeurs.
- 15 crises nécessitant une contribution de MZD.



Sensibilisation des transporteurs

En complément des réunions de travail et de concertation régulières menées avec les transporteurs, la DREAL a réalisé une plaquette à destination des chauffeurs routiers, traduite dans une dizaine de langues : rappel des règles de conduite et d'équipement à bord en temps normal et des dispositions « intempéries » spécifiques.

ORGANISATION, VIE DU SERVICE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL



Le secrétariat général œuvre en synergie et en transversalité au bon fonctionnement des services de la DREAL en mettant à leur disposition les moyens et les ressources nécessaires.

BILAN 2018

Mise en œuvre d'une écoute des services métiers

En 2018, le Secrétariat a développé sa communication à l'attention des agents de la DREAL au travers notamment de l'intranet. Dans une démarche d'amélioration continue, il a également mis en place une écoute des services métiers au travers de réunions spécifiques dans une démarche d'amélioration continue.

Ressources humaines

Le renouvellement des instances de dialogue social dans les trois fonctions publiques a eu lieu le jeudi 6 décembre 2018. Tous les agents du Secrétariat Général ont été mobilisés en 2018 pour la bonne tenue de ces élections (fiabilisation des listes, tenue des bureaux de vote, réalisation des kits, logistique interne) mais également pour les scrutins pilotés par la ZGE. 831 électeurs étaient inscrits pour voter pour le Comité Technique Local de la DREAL.

Élaboration du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) / Visites de terrain

Le DUERP est une démarche majeure pour orienter et mettre en œuvre la prévention des risques professionnels à la DREAL. Dans le cadre de sa réalisation et de la cartographie des risques, la Conseillère Prévention assistée des Assistants de Prévention et du Médecin de prévention se sont rendus sur le terrain, au plus près des missions des agents de la DREAL Grand Est.

Ils ont notamment participé à une opération de contrôle sur route avec des Contrôleurs des Transports Terrestres du service transport et assisté à plusieurs opérations de jaugeages de cours d'eau avec des hydrologues du service Prévention des Risques Naturels et Hydrauliques.



Opération de contrôle poids lourds

Mise en œuvre de la démarche de Contrôle Interne Comptable (CIC)

Suite à la fusion, une nouvelle démarche a été engagée. La globalisation de cette démarche à l'échelle Grand Est suppose la mise en place de tout le dispositif inhérent à la démarche (cartographie des risques, organigrammes fonctionnels nominatifs, etc), mais aussi le suivi des feuilles de route ministérielles. 8 processus ont été identifiés : commande publique simple, commande publique complexe routière, subventions avec ou sans conditions de réalisation, frais de personnels, frais de déplacements, baux-loyers, contentieux, immobilisations, recettes non fiscales.

Les travaux relatifs au CIC, entamés au premier trimestre 2018 au niveau du pôle Affaires financières, ont fait l'objet d'une présentation en CODIR. Ils se poursuivront en 2019.

La DREAL s'engage dans la mobilité douce !

La DREAL a continué le renouvellement de son parc en intensifiant l'achat de véhicules électriques, et notamment de Zoé nouvelle génération permettant des trajets de 300km. A ce jour 10 véhicules électriques sont disponibles en DREAL Grand Est dont 3 Zoé seconde génération. Des travaux de mise en place de bornes de recharge ont accompagné ces achats. Des bornes de recharge rapide sont disponibles sur les 3 principaux sites de la DREAL pour permettre la recharge des véhicules venant d'autres sites. Des formations de prise en main de ces véhicules ont été proposées aux agents.



CHIFFRES CLÉS

- La DREAL compte **826 agents** au 31 décembre 2018.
- **5563 tickets d'assistance informatique** traités dans un délai moyen de prise en compte de 2h13 min et un délai moyen de traitement de 21h25 min.
- Renouvellement de **114 postes de travail** et déploiement de **96 postes** pour le télétravail.
- Harmonisation de l'assistance logistique Grand Est : **1500 tickets d'assistance** traités (fournitures diverses / problème véhicule / réparations immobilier ...)
- **1 bilan social** DREAL Grand Est.
- **6 convocations** au Comité Technique et **3 convocations** du CHSCT.
- **660 électeurs** ont voté au Comité Technique Local.
- **94 télétravailleurs** à la DREAL au 31 décembre 2018.



Atelier RenoïRH

Photo DREAL Grand Est

PERSPECTIVES 2019

Plusieurs actions phares sont identifiées au sein des différents pôles du Secrétariat Général

Nouveau système d'information des Ressources Humaines (REnouveau des Outils Informatiques relatifs aux Ressources Humaines)

De nombreux travaux préparatoires à la bascule du système REHUCIT vers RenoïRH, prévue en juin 2019, seront menés par les pôles Ressources Humaines : réécritures de l'ensemble des fiches de postes, formation des agents RH, mise à jour des processus.

Plan de Déplacement Administration (PDA) / Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES)

Le pôle logistique œuvrera pour la réalisation du PDA / BEGES de la DREAL Grand Est dans le cadre du comité éco-responsabilité.

Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP)

La validation du DUERP sera proposée et les démarches de prévention des risques psycho-sociaux et routiers seront installées.

Une action d'ampleur de sensibilisation aux risques routiers et à la sécurité routière sera organisée sur les 3 sites.

Une **feuille de route égalité femmes-hommes** sera proposée.

FOCUS



Télétravail

La mise en œuvre du télétravail en DREAL Grand Est décidée en Comité Technique du 8 juin 2017 s'est traduite par, deux campagnes proposées aux agents :

- une première campagne lancée en juillet 2017, avec mise en situation de télétravail début février 2018 ;
- une deuxième campagne lancée en avril 2018, avec mise en situation de télétravail début septembre.

101 demandes d'exercice d'activités en télétravail ont été formulées à l'occasion des campagnes lancées :

- les agents télétravailleurs sont majoritairement des hommes (57%) ;
- ils sont majoritairement des agents de catégorie A ou B (46 % à parts égales) ;
- 13,8 % exercent leurs activités à temps partiel.

Un an après le lancement de la première campagne télétravail, une enquête a été lancée auprès des télétravailleurs et des encadrants, afin de recueillir leur appréciation au sujet de cette nouvelle organisation du travail et d'identifier les éventuelles pistes d'amélioration. Cette enquête met en évidence une amélioration de l'efficacité et de la qualité de vie des agents mais également des pistes de progrès à mettre en œuvre en 2019.



L'équipe du secrétariat général 2018

ORGANISATION, VIE DU SERVICE

SERVICE PILOTAGE



La DREAL Grand Est exerce les fonctions de Responsable de la Zone de Gouvernance des Effectifs (RZGE) du ministère de la Transition écologique et solidaire en région, et de Responsable des Budgets Opérationnels de Programme (RBOP) délégué. Elle assure en la matière le pilotage régional des prestations pour les Unités opérationnelles de la ZGE. À l'échelle de la DREAL, le service Pilotage intervient en appui de la direction.

BILAN 2018

Structuration de la démarche qualité

Des groupes de travail animés par les pilotes des 11 processus qualité de la DREAL se sont réunis pour produire les fiches descriptives des processus, selon un modèle commun. L'ensemble de la communauté de travail a continué d'être informée de l'avancement des travaux au travers de flashs qualité et via la page intranet dédiée.

Communication sur nos politiques publiques

Une priorité forte a été accordée à la communication sur nos politiques publiques, métiers et missions au service du territoire, tant auprès des agents que des partenaires extérieurs. Des rendez-vous DREAL dédiés aux agents ont eu lieu sur les inondations et prévision des crues, paysages, qualité, adaptation au changement climatique. L'année a vu la consolidation du site internet sur nos politiques et métiers.



Élections professionnelles

Lors des élections professionnelles du 6 décembre la DREAL a connu un fort taux de participation. 79,4% des électeurs inscrits pour l'élection du comité technique local de la DREAL ont voté. Le succès de cette opération a reposé sur la mobilisation de l'équipe projet pilotée par le Service Pilotage, en partenariat avec le Secrétariat Général.



Élections professionnelles / Le dépouillement

Concours, recrutements, formations et besoins en compétences

La DREAL a participé à une action d'ampleur pour le recueil des besoins en compétences et en formation auprès de l'ensemble des services de la ZGE. Par ailleurs, elle a piloté des concours nationaux dans les centres d'examen en région, et organisé des actions spécifiques de recrutement et de formations.

Gestion administrative et paie

La DREAL assure des opérations de gestion administrative et de paie pour 3200 agents de la ZGE : gestion de la paie (sauf catégories A), dossiers de retraite, promotions et CAP régionales. L'année a été marquée par la préparation du prélèvement à la source, du passage à l'ENSAP (dossiers individuels retraite) et par le pilotage de la mise en œuvre du nouvel outil de gestion des effectifs et mobilités «RenoRH» avec 6 formateurs internes mobilisés (150 agents formés en services employeurs) et une mise en qualité des données de paie et de fiches de postes.

Gestion budgétaire

En tant que RZGE et RBOP, la DREAL pilote :

- la programmation des crédits, la gestion budgétaire et le reporting pour les 30 Unités Opérationnelles de la ZGE ;
- le dialogue de gestion avec les discussions sur les mises à dispositions de crédits liées aux spécificités de la région ;
- 7 Budgets Opérationnels de Programme régionaux et 2 BOP nationaux pour la mise en œuvre des politiques publiques du MTES et du MCTRCT dans les domaines des risques technologiques et naturels, de la biodiversité et des paysages, du logement, des transports et de la sécurité routière.

Service social du travail

En termes de service social du travail, la DREAL fournit un accompagnement et une aide aux agents, ainsi qu'un conseil aux 34 services à l'échelle de la ZGE.

CHIFFRES CLÉS

- 185 demandes presse traitées.
- 11 processus et groupes de travail qualité, avec 80 agents mobilisés.
- 9 Budgets Opérationnels de Programme (BOP), représentant 139 M€ en autorisations d'engagement et 151 M€ de crédits de paiements accordés aux 28 unités opérationnelles de la Zone Grand Est.
- 147,5 M€ de dépenses de personnel.
- 3200 agents dans 13 services employeurs de la ZGE.
- 82 432 actes annuels de gestion.
- 40 521 paies annuelles soit 3377 paies mensuelles.
- 1090 dossiers et simulations de retraite.
- 1398 candidats inscrits au concours Mines-Ponts dans le Grand Est sur les 5 centres d'écrit (Metz, Nancy, Reims, Troyes, Strasbourg).
- 150 recrutements hors mutations classiques (détachement, ARL, sorties d'écoles), 20 cycles de mobilité et 16 processus de recrutements de sorties d'écoles.



Journée de cohésion service Pilotage - Musée de la cour d'Or - Metz



Journée Nouveaux arrivants - Metz - 09/10/2018

PERSPECTIVES 2019

En 2019, l'accent sera mis sur :

- le **déploiement de la qualité**, qui va se traduire par l'élaboration du référentiel documentaire opérationnel, basé sur les documents jugés nécessaires pour l'exercice au quotidien des métiers et missions de la DREAL.
- La démarche qualité sera dynamisée par la mise en place d'un outil de proposition d'amélioration et de suivi du traitement des non-conformités et des réclamations, et par la construction du système d'écoute destiné à connaître les attentes des agents et des partenaires extérieurs. ;
- les actions de **communication interne**, qui seront orientées vers la consolidation du système d'intégration des nouveaux arrivants ;
- la réalisation à l'échelle de la ZGE de la **campagne budgétaire** pour les 7 BOP régionaux dans un contexte particulier de changement de 2 comptables assignataires ;
- la **contribution au déploiement de RenoiRH**, avec une poursuite de la mise en qualité des données (paie, postes et mobilité) et la bascule à l'été pour la paie ;
- la diffusion d'une information sur l'**offre de formation locale et nationale** accessible à tous les agents de la ZGE.



Journée des nouveaux arrivants - 09/10/2018



FOCUS

La qualité à la DREAL Grand Est



Pendant toute une année dédiée à la structuration de la démarche, des GT comptant des représentants de tous les services se sont réunis pour produire les fiches descriptives de chacun des processus.

Leur investissement a permis de construire en moins d'un an 11 fiches processus ancrées dans le quotidien opérationnel des activités de la DREAL, qui ont été restituées en comité de direction au dernier trimestre.

L'enjeu pour 2019 va consister à compléter ces fiches par un système documentaire opérationnels pour aider à l'exercice au quotidien de nos activités, en se basant sur les documents de ce type qui existaient déjà dans nos 3 précédentes structures certifiées, et en élaborant les documents nécessaires non disponibles.

Pour être dynamique et évolutive, la démarche qualité verra la mise en place d'un outil de remontée des propositions d'amélioration des agents et de suivi des réclamations, ainsi que la construction d'un système d'écoute de nos agents et de nos partenaires.



Accueil des nouveaux arrivants

La DREAL souhaite réserver le meilleur accueil aux agents nouvellement affectés et leur faire découvrir la richesse de nos métiers pour leur évolution.

En octobre 2018, la DREAL organisait sur son siège à Metz sa 5ème «Journée Nouveaux Arrivants» à l'échelle Grand Est.

Les JNA mobilisent 2 fois par an, à l'occasion de chaque cycle de mobilité, l'ensemble de la direction et des services de la DREAL.

La satisfaction des nouveaux collègues est à la hauteur de l'intérêt porté à l'intégration de nos nouveaux collègues.

ORGANIGRAMME

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE

mission zone de défense



Éric GONAND
chef de la mission
03 87 62 82 91



Laurent DARLEY
directeur régional adjoint
[transport et évaluation environnementale]
03 88 13 05 02



Hervé
directeur régional
de l'aménagement
03 87 62 82 82



Jérôme GIURICI
directeur régional adjoint
[aménagement logement]
03 87 62 82 04



Mireille MAESTRI
directrice régionale
[ressources humaines]
03 87 62 82 82

service pilotage

[SP]



Karine DAL CANTON
chef de service
03 87 62 81 15

Adjointe au chef de service
Agnès COURTY 03 87 62 81 22

- ▼ **Gestion budgétaire**
Yveline FRANCO-VENTURINI 03 87 62 82 52
- ▼ **Emplois et compétences**
Diane ROCK 03 87 62 81 21
- ▼ **Gestion administrative et paie**
Sylvain PASQUINI 03 87 62 81 90
Adjointe :
Anne COLON 03 87 62 81 89
- ▼ **Service social régional**
Myriam PICARD 03 87 62 81 98
- **Qualité**
Armand BELLOTT 03 87 62 81 11
- **Communication**
Agnès COURTY 03 87 62 81 22

secrétariat général

[SG]



Patrick CHENOT
chef de service
03 87 62 83 12

Adjointes au chef de service
Metz
Érika PEIXOTO 03 87 62 83 06
Strasbourg
Auréli GARDÈS 03 88 13 05 31
Châlons-en-Champagne
Stéphanie BAUDRY 03 51 37 62 61

- ▼ **Ressources humaines**
Claudine BERGER 03 87 62 81 50
Adjointe :
Julie CHEVALIER 03 87 62 83 03
- ▼ **Informatique**
Alain GIACOMELLI 03 87 62 83 22
Adjoint :
Romain MIESGNY 03 87 62 82 88
- ▼ **Logistique / Immobilier**
Julien ESCHENBRENNER 03 87 62 83 00
- ▼ **Affaires financières**
Caroline MARTIN 03 87 62 83 07
Adjoint :
François TORCASO 03 87 62 83 13

service évaluation environnementale

[SEE]



Pierre SPEICH
chef de service
03 88 13 06 35

Adjoint au chef de service
Hugues TINGUY 03 88 13 06 36

- ▼ **Projets**
Hugues TINGUY 03 88 13 06 36
- ▼ **Plans - Programmes**
Laurent MARCHAL 03 88 13 06 60

service connaissance et développement durable

[SCDD]



Pauline REUTER
chef de service
03 51 37 60 11

Adjointe au chef de service
Carole CARBONNIER 03 51 37 60 20

- ▼ **Pilotage de la connaissance**
Carole CARBONNIER 03 51 37 60 20
- ▼ **Connaissance territoriale et analyse statistiques**
Odile SCHEELEN 03 88 13 60 15
Adjoint(e) :
N.C. 03 51 37 --- ---
- ▼ **Promotion du développement durable**
Richard MARCELET 03 87 56 42 27
- ▼ **SIG diffusion des données**
François MATHONNET 03 51 37 60 24

service eau, biodiversité, paysages

[SEBP]



Charles VERGOBBE
chef de service
03 88 13 06 36

Adjoint au chef de service
Châlons-en-Champagne
Karine PRUNERA 03 51 37 60 11
Metz
Alain LERCHER 03 87 62 81 21
Marie-Pierre LAIGRE 03 87 62 81 22

- ▼ **Sites paysages et publicité**
Danièle PESENTI 03 87 62 81 21
Adjointe :
Anne WEISSE 03 87 62 81 22
- ▼ **Espaces naturels Ouest**
Muriel ROBIN 03 51 37 60 11
- ▼ **Espaces naturels Est**
Cécile BOUQUIER 03 88 13 60 15
Anne WEISSE (par intérim) 03 87 62 81 22
- ▼ **Espèces et expertises naturelles**
Benoît PLEIS 03 88 13 60 15
Adjoint :
Dominique ORTH 03 88 13 60 15
Rémiland SAINTIER 03 51 37 60 11
- ▼ **Eau Seine Normandie**
Muriel DOMANGE 03 51 37 60 11
- ▼ **Eau Rhin-Meuse**
Délégation de bassin
Nicolas JURDY 03 87 62 81 22
Adjoint :
Maïc JAMMET 03 87 62 81 22
- ▼ **Axe Rhénan : eau et biodiversité**
Françoise ERB-MARCHAL 03 88 13 05 31
- ▼ **Animation régionale des paysages de l'eau et de la nature**
Marie-Pierre LAIGRE 03 87 62 81 22
Adjoint :
Vincent BACHMANN 03 87 62 81 22

unité départementale Ardennes

[UD 08]



Xavier BOUQUET
chef d'unité
03 24 59 68 31

unité départementale Aube / Haute-Marne

[UD 10/52]



Hubert MENNESSIEZ
chef d'unité

Aube : 03 25 82 66 27
Haute-Marne : 03 25 30 20 52
Adjoint au chef d'unité
N.C. 03 25 30 21 56

unité départementale Marne

[UD 51]



Mathieu RIQUART
chef d'unité
03 26 77 33 51

unité départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse

[UD 54]



Pascal PELINSKI
chef d'unité
03 54 00 73

Adjoint au chef d'unité
Anne-Laure FUHRER 03 54 00 73
Denis MAIRE 03 29 29 29

(p.i.) Par intérim

N.C. Non connu

L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT - GRAND EST

VANLAER
 Direction régionale de l'environnement,
 de l'aménagement et du logement
 03 87 62 00 00



N.C.
 directeur régional adjoint
 [organisation et communication,
 risques anthropiques, zone de défense]
 03 87 62 82 02



Jean Philippe TORTEROTOT
 directeur régional adjoint
 [eau-biodiversité-paysage,
 risques naturels et hydrauliques]
 03 51 37 62 00

directeurs de projet



Vincent MATHIEU
 Communautés
 professionnelles
 territoriales
 03 88 13 05 07



Emmanuel BRAUN
 Rhin
 03 88 13 05 01

service prévention des risques naturels et hydrauliques

[SPRNH]



Nicolas PONCHON
 chef de service
 03 51 37 60 82

Adjoint au chef de service
 Reynald VICTOIRE 03 51 37 60 83

📌 **Ouvrages hydrauliques**
 Patrice GARNIER 03 51 37 60 86

📌 **Risques naturels**
 Muriel MASTRILLI 03 51 37 60 78

📌 **Meuse - Moselle**
 Philippe HESTROFFER 03 87 62 01 71
 Adjointe :
 Carine RAUCH 03 87 62 01 73

📌 **Rhin Sarre**
 Delphine ZILLHARDT 03 88 13 06 97
 Adjoint :
 Gaëtan LALES 03 88 13 06 98

📌 **Seine - Oise**
 Emilie MAYSONNAVE 03 51 37 60 67

📌 **Rhin et systèmes connexes**
 Florent FEVER 03 88 13 06 73
 Adjointe :
 Valérie DI CHIARA 03 88 13 06 82

service prévention des risques anthropiques

[SPRA]



François VILLÉREZ
 chef de service
 03 87 56 42 16

Adjoint au chef de service
 Châlons-en-Champagne
 Thierry DEHAN 03 51 37 62 32
 Metz
 N.C. 03 87 56 42 17
 Strasbourg
 Caroline TEYSSIER 03 89 66 66 76

📌 **Ressources**
 Aurélie VIGNOT 03 51 37 62 39
 Adjoint :
 Bruno MORQUE 03 51 37 62 51

📌 **Risques chroniques**
 Philippe LIAUTARD 03 88 13 06 30
 Adjoint :
 Emmanuel CANTELE 03 88 13 06 11
 Jennifer MOLY 03 51 37 62 49
 Mohamed KHEDJOUT 03 87 56 42 60

📌 **Risques accidentels**
 Jacques MOLE 03 87 56 42 59
 Adjoint :
 Anita BÖTZ 03 88 13 06 20
 Cyril DROIT 03 87 56 42 91
 Ludovic BOQUIA 03 51 37 62 41

📌 **Risques miniers**
 Pascale HANOQ 03 87 56 42 43
 Adjoint :
 Séverine CLINCHE 03 88 13 06 13
 Marc LITZENBURGER 03 87 56 42 25

📌 **Coordination**
 Caroline TEYSSIER 06 89 66 66 76
 Adjointe :
 Laëtizia SOUET 03 87 56 42 10

service transports

[ST]



Guy TREFFOT
 chef de service
 03 88 13 07 71

Adjoint au chef de service
 Étienne HILY 03 87 62 83 41
 Laurence FELTMANN 03 88 13 07 73

📌 **Maîtrise d'ouvrage routière Strasbourg**
 Laurence FELTMANN 03 88 13 07 73
 Adjoint :
 Jean-Luc NARDIN 03 88 13 07 87

📌 **Maîtrise d'ouvrage routière Châlons-en-Champagne**
 Dominique GUILLEN 03 51 37 61 22
 Chef de projet AS04
 Olivier CROS 03 51 37 61 21

📌 **Maîtrise d'ouvrage routière Metz**
 Alberto DOS SANTOS 03 87 62 83 59
 Adjoint :
 Stéphane HEBENSTREIT 03 87 62 83 72

📌 **Mobilité**
 David LOMBARD 03 88 13 07 82
 Adjoint :
 Michel JONAS 03 88 13 07 83

📌 **Régulation transport routier**
 Frédéric MICHEL 03 88 13 08 01
 Adjoint :
 Michael WIGNON 03 87 62 83 81

📌 **Qualités véhicules**
 Manuel VERMUSE 03 51 37 61 10
 Adjoint :
 François CODET 03 88 13 07 90
 Céline DEFARCY 03 87 62 83 46

📌 **Finances, programmation, RH**
 Isabelle DUNIS 03 88 13 07 72

📌 **Contractualisations européennes**
 Christianne REIS 03 88 13 08 04

service transition énergétique, logement, construction

[STELC]



Claire CHAFFANJON
 chef de service
 03 88 13 07 51

Adjointe au chef de service
 Christophe LÉBRUN 03 87 62 82 29

📌 **Transition énergétique et qualité de l'air**
 Guillaume GAUBY 03 88 13 07 30

📌 **Construction-Bâtiment durables**
 Michel HUEBER 03 88 13 07 40

📌 **Habitat logement**
 Christophe LÉBRUN 03 87 62 82 29
 Adjointe :
 Sophie NAUDIN 03 87 62 82 30

service aménagement, énergies renouvelables

[SAER]



Pierre-Antoine MORAND
 chef de service
 03 51 37 61 42

Adjointe au chef de service
 N.C. 03 51 37 61 43

📌 **Stratégie régionale d'aménagement**
 Sophie MOSSER 03 88 13 07 60

📌 **Accompagnement des territoires et nouvelles dynamiques**
 Corinne HELFER 03 51 37 61 45

📌 **Énergies renouvelables**
 Gauthier BOUTINEAU 03 51 37 61 60
 Adjoint(e) :
 N.C. 03 51 37 61 61

📌 **Foncier**
 Michel ANTOINE 03 87 62 82 16
 Adjoint :
 Raphaël JANNOT 03 87 62 82 14

unité départementale Moselle

[UD 57]



Maxime COURTY
 chef d'unité
 03 87 56 85 27

Adjoint au chef d'unité
 Florence BERHO 03 87 56 85 24
 Philippe SCHOUMACKER 03 87 56 42 17

unité départementale Bas-Rhin

[UD 67]



Pascal LAJUGIE
 chef d'unité
 03 88 13 08 61

Adjoint au chef d'unité
 Jean-Marc HUG 03 88 13 08 22

unité départementale Haut-Rhin

[UD 68]



Jacques VALLART
 chef d'unité
 03 89 66 66 80

Adjoint au chef d'unité
 Malika LACHAMBRE 03 89 66 66 79
 Christian WROBEL 03 89 66 66 69

unité départementale Vosges

[UD 88]



Nicolas ANSEL
 chef d'unité
 03 29 33 66 20

GLOSSAIRE

ACOS	Autoroute de contournement Ouest de Strasbourg
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
AE	Autorité environnementale
AFB	Agence française pour le biodiversité
AGORRA	Aide à la gestion opérationnelle des risques routiers et des aléas
ALUR (Loi)	Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové
AMI	Appel à manifestation d'intérêt
ANAH	Agence nationale de l'habitat
ANCT	Agence nationale de la cohésion des territoires
ARL	Autorisation de recrutement local
BEGES	Bilan des émissions de gaz à effet de serre
BOP	Budget opérationnel de programme
CAP	Commission administrative paritaire
CD	Conseil départemental
CERC	Cellule économique régionale de la construction
CERF	Centre d'échanges et de ressources foncières
CEREMA	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
CGDD	Commissariat général au développement durable
CGEDD	Conseil général de l'environnement et du développement durable
CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
CIC	Contrôle interne comptable
CIGEO	Centre industriel de stockage géologique
CIPR	Commission internationale pour la protection du Rhin
CIPMS	Commission internationale pour la protection de la Moselle et de la Sarre
CNPN	Comité national pour la protection de la nature
CPER	Contrat de plan État-Région
CREAGE	Concertation ressources énergie et atmosphère Grand Est
CRHH	Comité régional de l'habitat et de l'hébergement
CSS	Commission de suivi des sites
CTT	Contrôleur des transports terrestres
CVRH	Centre de valorisation des ressources humaines
DDT	Direction départementale des territoires
DGALN	Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature
DGPR	Direction générale de la prévention des risques
DI	Directive inondation
DIR	Direction interdépartementale des routes
DRAAF	Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
DUERP	Document unique d'évaluation des risques professionnels
EE	Évaluation environnementale
EEDD	Éducation à l'environnement et au développement durable
EEE	Espèces exotiques envahissantes
EMS	Eurométropole de Strasbourg
EnR&R	Énergies renouvelables et de récupération
ENSAP	Espace numérique sécurisé des agents publics
EPCI	Établissement public de coopération intercommunale
EPF	Établissement public foncier
EPFL	Établissement public foncier de Lorraine
EPTB	Établissement public territorial de bassin
ERC	Éviter, réduire, compenser (séquence)
GT	Groupe de travail
ICPE	Installation classée pour la protection de l'environnement

IRSTEA	Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture
JECLER	Journées d'échanges sur la connaissance locale et les études en région
MCTRCT	Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales
MRAe	Mission régionale de l'autorité environnementale
MTES	Ministère de la transition écologique et solidaire
MZD	Mission zone de défense
ODD	Objectifs du développement durable
OIN	Opération d'intérêt national
ONU	Organisation des nations unies
ORT&L	Observatoire régional des transports et de la logistique
OSE	Outil de suivi et d'évaluation
PAPI	Programme d'action et de prévention des inondations
PARN	Programme d'actions régional nitrates
PCAET	Plan climat air énergie territorial
PDA	Plan de déplacement de l'administration
PGRI	Plan de gestion des risques d'inondation
PLAI	Prêt locatif aidé à d'intégration
PLS	Prêt locatif social
PLU	Plan local d'urbanisme
PLUi	Plan local d'urbanisme intercommunal
PLUS	Prêt locatif à usage social
PPA	Plan de protection de l'atmosphère
PPRT	Plan de prévention des risques technologiques
PRSE	Plan régional santé environnement
RBOP	Responsable des budgets opérationnels de programme
REnoIRH	Renouveau des outils informatiques relatifs aux ressources humaines
RGE	Reconnu garant de l'environnement
RH	Ressources humaines
RNN	Réserve naturelle nationale
RZGE	Responsable de la zone de gouvernance des effectifs
SAER	Service aménagement, énergies renouvelables
SCDD	Service connaissance et développement durable
ScoT	Schéma de cohérence territoriale
SDAGE	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
SEBP	Service eau, biodiversité, paysages
SEE	Service évaluation environnementale
SG	Secrétariat général
SIS	Secteur d'information sur les sols
SP	Service pilotage
SPRA	Service prévention des risques anthropiques
SPRNH	Service prévention des risques naturels et hydrauliques
SRB	Schéma régional biomasse
SRADDET	Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires
ST	Service transports
STELC	Service transition énergétique, logement, construction
S3REnR	Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables
TEPCV	Territoire à énergie positive pour la croissance verte
TRI	Territoire à risque d'inondation
UD	Unité départementale
VNF	Voies navigables de France
ZGE	Zone de gouvernance des effectifs

PUBLICATIONS 2018

Plan de invierno : instrucciones
El clima de invierno se avizora y podría perturbar el tráfico rodado? Para su seguridad, la policía le impone la servida obligatoria de los camiones en una zona de estacionamiento. Será admitido dentro de las zonas de servicio si la capacidad en plena vía en caso de saturación de las capacidades de acogida. A fin de evitar permearse zona de su vehículo, a fin de evitar preparado para pasar de nuevo y no obstaculizar la salida de los otros camiones, una vez finalizada la situación, así como seguir las instrucciones meteorológicas. En caso de emergencia llamar al 112. Para localizar el número de emergencia de la autopista, consulte la web de la autopista de la región.

Zimni plan / instrukcje
Zimni počasie je očekáno a může by nastat obtížná situace. Váš bezpečnostní cílem bude pokračovat v jízdě bezpečně v zimních podmínkách. Pokud budete mít problémy, obraťte se na policii. Pokud budete mít problémy, obraťte se na policii. Pokud budete mít problémy, obraťte se na policii.

Plan hivernu / instrucțiuni
Vremea de iarnă este anunțată și ar putea perturba traficul rutier? Pentru siguranța dumneavoastră, trebuie să urmați instrucțiunile Poliției și ale echipajelor de Poliție. Autovehiculele de mară tonaj vor fi dirijate către stațiile de servicii în zonele de parcare. Stațiile și vor staționa în zonele de parcare. Stațiile și vor staționa în zonele de parcare. Stațiile și vor staționa în zonele de parcare.

PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PLAN INTERTEMPERIES : CONSIGNES WINTER PLAN : INSTRUCTIONS

DREAL Grand Est
rapport d'activité 2017

PREFET DE LA REGION GRAND EST

Observatoire climat air énergie Grand Est
Bilan année 2017
Édition 2018

Document réalisé par la DREAL Grand Est

Panorama des énergies renouvelables et de récupération en région Grand Est

Grand Est

A31
au cœur du sillon
DOSSIER DE CONCERTATION
NOVEMBRE 2018

FEUILLE DE ROUTE QUALITÉ DE L'AIR Agglomération Rémoise

PREFET DE LA MARNE

FEUILLE DE ROUTE QUALITÉ DE L'AIR Agglomération de Strasbourg

PREFET DU BAS-RHIN

Poursuite de la hausse des mises en chantier

CONNAISSANCE Repères et données Logement - Construction

CONNAISSANCE Repères et données Logement - Construction

Consultez le site Internet de la DREAL Grand Est : www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/

LES ECHOS de la DREAL GRAND EST

n°8

LE MOT DE LA DIRECTION

C'est avec un grand plaisir que je vous propose ce 8^{ème} numéro de la revue "Les Echos de la DREAL Grand Est".

LA UNE

Sécheresse en Grand-Est

La région Grand Est est particulièrement touchée par la sécheresse de l'été 2017. Les impacts sont nombreux et touchent tous les secteurs de l'agriculture, de la forêt, de l'énergie, de l'eau, de l'environnement et de l'urbanisme.

La rénovation énergétique des bâtiments

Le volet de l'énergie et de la rénovation des bâtiments est un enjeu majeur de la politique de la région Grand Est. C'est pourquoi nous avons lancé un appel à projets pour soutenir les travaux de rénovation énergétique des bâtiments.

Démarche régionale sur la lutte contre l'habitat indigne : bilan du fonctionnement des pôles départementaux et préconisations d'actions



DREAL GRAND EST

l'évaluation des incidences Natura 2000 : cas du régime propre

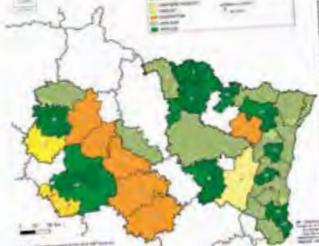


LES SCOT DU GRAND EST

Quels impacts sur la consommation foncière ?

Indicateur état 0 : Consommation de l'habitat en densité dans les zones d'habitat individuel

Données utilisées : SCOTUR



SCOT au 01/01/2018 et projections Région Grand Est



ars

ARTIFICIALISATION DES SOLS

Majoritairement aux dépens des espaces agricoles

Indicateur état 0 : pourcentage du territoire artificialisé des espaces agricoles

Données utilisées : CORINE Land Cover (CLC), Schéma (données, enquête Terres-Vivants)

PROPORTION D'ESPACES DE BARRAGES DANS LA REGION ENTRE 2006 ET 2014



2.2% De sont les surfaces artificialisées entre 2006 et 2014 (CLC)

Artificialisation par les SCOT

- Un territoire régional artificialisé dans la moyenne métropolitaine (5.7 % en CLC). Les évolutions positives du territoire artificialisé sont aussi dans la moyenne nationale.
- Une artificialisation décorrélée des dynamiques de population et d'emploi.
- Une artificialisation des sols qui se poursuit sur l'ensemble du territoire (activités, etc.).

CONNAISSANCE

Recueillir et donner

Le 1er janvier 2017, la région Grand Est a lancé un appel à projets pour soutenir les travaux de connaissance des bassins hydrographiques de la Seine, de la Meuse, du Rhin et de la Saône amont.

Département	Nombre de bassins hydrographiques	Superficie (km²)	Population (habitants)
Ardennes	21 616	12 616	12 616
Marne	11 200	11 200	11 200
Meuse	11 200	11 200	11 200
Meurthe-et-Moselle	11 200	11 200	11 200
Moselle	11 200	11 200	11 200
Rhin-et-Meuse	11 200	11 200	11 200
Haute-Saône	11 200	11 200	11 200
Bas-Rhin	11 200	11 200	11 200
Grand Est	112 000	112 000	112 000

Bulletin de Suivi d'Étiage

Bassins hydrographiques de la Seine, de la Meuse, de la Moselle, du Rhin et de la Saône amont

N° 03

En ce qui concerne les bassins hydrographiques de la région Grand Est, la situation est globalement satisfaisante. Les niveaux sont élevés et les débits sont suffisants pour assurer le fonctionnement des ouvrages hydrauliques.

Le comité de suivi d'étiage des bassins hydrographiques de la région Grand Est a tenu sa séance du 14 septembre 2017. Les conclusions de cette séance sont les suivantes :

Le comité de suivi d'étiage des bassins hydrographiques de la région Grand Est a tenu sa séance du 14 septembre 2017. Les conclusions de cette séance sont les suivantes :

Le comité de suivi d'étiage des bassins hydrographiques de la région Grand Est a tenu sa séance du 14 septembre 2017. Les conclusions de cette séance sont les suivantes :

Le comité de suivi d'étiage des bassins hydrographiques de la région Grand Est a tenu sa séance du 14 septembre 2017. Les conclusions de cette séance sont les suivantes :

Guide méthodologique

« Assurer la compatibilité des documents d'urbanisme avec les SDAGE et les PGRI du bassin Rhin-Meuse 2016-2021 »

Agencement de l'adage

Janvier 2018

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Grand Est**

2 rue Augustin Fresnel - CS 95 038
57071 Metz Cedex 03

Tél. 03 87 62 81 00

www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/